



Bulletin WRM 250

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales
Mai / Juin 2020

COVID-19 : un alibi pour accroître l'oppression, la mainmise des grandes entreprises et la destruction des forêts



Ph: GIGA

Solidarité en action.....	2
Notre Opinion : L'exploitation de la pandémie : les gains exorbitants des grandes entreprises et des élites.....	2
Les peuples autochtones au Brésil luttent contre les politiques du gouvernement... et la pandémie....	7
Les communautés d'Afrique occidentale et centrale résistent aux plantations industrielles de palmiers à huile, même en temps de Covid-19.....	12
Indonésie : Comment la pandémie renforce l'immunité pour l'oligarchie des sociétés minières et ouvre la voie à une nouvelle dictature.....	18
L'agro-impérialisme au temps du Covid-19.....	24
Brésil : Contre la Covid-19, l'économie féministe à la campagne et en ville.....	29
La pandémie dans les forêts en Inde : escalade des attaques contre les communautés.....	32
Réflexions du Comité consultatif du WRM au cœur de la pandémie de Covid-19.....	36

RECOMMANDATIONS

Papouasie : violences contre les peuples autochtones et les défenseurs des forêts.....	51
Inde : L'impact du Covid-19 et des mesures de confinement sur les communautés adivasi (autochtones) et forestières.....	51
« Vaincre la pandémie de Covid-19 : les leçons du dulet ».....	52

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes : CIMI - Amazonie occidentale, Brésil; militants de l'Alliance informelle contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale ; Réseau indonésien de défense contre les mines (Jaringan Advokasi Tambang - JATAM) ; GRAIN ; Organisation féministe Sempreviva (SOF), Brésil; Forum indien des mouvements forestiers (All India Forum of Forest Movements - AIFFM) ; membres du Comité consultatif du WRM et membres du secrétariat international du WRM.

Solidarité en action

Ce bulletin spécial vise à rendre hommage aux communautés forestières et aux familles paysannes du monde entier qui, malgré tous les risques et difficultés dus à la pandémie de Covid-19 – y compris les restrictions de mouvement imposées par les gouvernements et les abus des entreprises et des élites avides de profit – ont toujours réussi à mettre en pratique des valeurs de solidarité : par l'organisation de systèmes de protection alternatifs contre la propagation du virus, de cuisines collectives, la distribution de produits alimentaires aux personnes dans le besoin, et de marchés qui, tout en respectant la distanciation sociale, fournissent des aliments sains à un prix équitable ; par l'accueil des personnes touchées par les expropriations et les déplacements forcés ; le soutien aux femmes et aux filles confrontées à la violence ; par la poursuite de la résistance à la destruction de leurs territoires... Et il existe d'innombrables autres exemples. Nous sommes solidaires avec vous.



COVID-19 : un alibi pour accroître l'oppression, la mainmise des grandes entreprises et la destruction des forêts

Notre Opinion

L'exploitation de la pandémie : les gains exorbitants des grandes entreprises et des élites



Ph: nacionwampis.com

Au cours des derniers mois, les gouvernements du monde entier ont mis en œuvre des mesures pour contenir la pandémie de Covid-19, en décrétant par exemple un confinement au domicile, des fermetures d'établissements, des couvre-feux et/ou une « distanciation sociale » et des directives de quarantaine. Souvent combinées à des déclarations d'état d'urgence, ces mesures ont de graves répercussions négatives sur les pays du Sud, où la majorité des gens dépendent fortement de l'économie informelle et vivent au jour le jour. Le

soutien du gouvernement a été, au mieux, aléatoire pour beaucoup et il est impossible pour la majorité de ces personnes de rester en sécurité et isolées. Le manque d'informations pertinentes, adéquates et adaptées au contexte sur la façon de prévenir la propagation du virus, ainsi que le manque de structures de santé correctement équipées, ont plus laissé les communautés forestières et paysannes en particulier plus exposées que jamais.

Un autre aspect de la pandémie est devenu de plus en plus évident : les grandes entreprises et les élites qui interviennent dans les pays du Sud, et en particulier dans les pays dotés de forêts, ont utilisé la crise sanitaire pour s'enrichir encore plus et étendre leur contrôle territorial.

Les communautés paysannes et forestières des pays du Sud sont confrontées depuis longtemps au désastre des investissements imposés par des entreprises et des élites avides de profit : accaparement des terres, érosion et pollution des sols et de l'eau, destruction des moyens de subsistance, déforestation à grande échelle, annihilation des espaces de vie, des cultures et des histoires, déplacements forcés, violence, marginalisation, criminalisation, parmi tant d'autres. Pour ces communautés, « l'urgence » était une réalité bien avant la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte, les mesures gouvernementales visant à contenir la propagation du nouveau coronavirus ne font que renforcer les incidences et les injustices d'un système économique destructeur en place depuis longtemps. Ces mesures ont aggravé les inégalités extrêmes entre riches et pauvres, entre le Nord et le Sud, les femmes et les hommes, et entre les communautés blanches et les communautés de couleur. En résumé, les effets de ces mesures sont pires pour ceux qui sont déjà confrontés à la violence du racisme, du classisme, du patriarcat et de l'oppression. Et ce sont ces mêmes communautés vulnérables qui ont été les plus touchées par la terrible maladie du Covid-19.

Au milieu d'innombrables tragédies humaines, les grandes entreprises et les élites politiques abusent de la situation pour faire progresser l'accaparement des terres, revenir sur la législation protégeant les territoires et les personnes et accroître leurs profits.

Au Cambodge, par exemple, le géant vietnamien du caoutchouc Hoang Anh Gia Lai (HAGL) a rasé les forêts des communautés autochtones Kreung et Kachok pendant le confinement national. Cette action a porté atteinte à deux « montagnes sacrées », ainsi qu'à des zones humides, des forêts anciennes, à des zones de chasse traditionnelle et des lieux de sépulture. (1) En Indonésie, deux agriculteurs ont été tués en mars lors d'affrontements au sujet d'un différend foncier de longue date avec une entreprise d'huile de palme dans la province du Sumatra du Sud. (2) Au Panama, le dirigeant autochtone Guna Rengifo Navas a condamné la recrudescence des occupations de terres et de l'exploitation minière, ainsi que l'exploitation forestière et la chasse illégales dans de nombreuses *comarcas* (territoires autochtones) pendant le confinement. (3) Le peuple autochtone Wampi, au Pérou, a intenté une action en justice contre des représentants de la société pétrolière GeoPark, faisant valoir que l'entreprise menaçait la santé et le bien-être des Wampi en permettant à des travailleurs du secteur pétrolier non autorisés d'entrer sur leur territoire autonome. (4) En Ouganda, des entreprises agro-industrielles soutenues par la police et les forces militaires ont exproprié de force plus d'une vingtaine de petits agriculteurs malgré un décret gouvernemental ordonnant de mettre fin aux expulsions pendant le confinement lié au Covid-19. (5) Dans le même temps, une coentreprise détenue par les géants miniers Alcoa et Rio Tinto en Guinée,

soutenue par la Banque mondiale, a déplacé plus d'une centaine de familles afin d'agrandir une mine de bauxite pendant le confinement imposé par le gouvernement. Les villageois ont été déplacés vers un site sur une colline précédemment exploitée par la mine, qui manquait de logements adéquats, d'eau et d'assainissement, et où les terres arables étaient insuffisantes et les moyens de subsistance largement absents. (6) Et la liste est encore longue.

Pour aggraver les choses, les menaces, la violence, la criminalisation, la persécution et le harcèlement auxquels étaient confrontées les communautés paysannes et forestières résistant aux opérations destructrices sur leurs territoires avant la pandémie, se sont poursuivies pendant les mesures de confinement. En fait, le confinement est un risque réel pour les militants communautaires étant donné que le fait de rester au même endroit les rend facilement identifiables et vulnérables aux agresseurs potentiels. Dans de nombreux pays, le niveau déjà insuffisant de protection des militants par l'État a considérablement diminué, accroissant considérablement leur vulnérabilité. À elle seule, la Colombie a connu une augmentation de 53 % des assassinats de dirigeants de mouvements sociaux entre janvier et avril 2020. (7)

De plus, les gouvernements nationaux, toujours aussi dociles vis-à-vis des lobbyistes des entreprises qui ont été particulièrement actifs durant cette période, placent la santé des entreprises avant celle de leurs citoyens.

Selon InfluenceMap, qui suit et mesure l'influence des entreprises sur la politique en matière de changement climatique, le secteur du pétrole et du gaz est l'un des plus agressifs (dans son lobbying) pour demander un soutien financier et une déréglementation. (8)

Les gouvernements de plusieurs pays ont exclu les soi-disant « services essentiels » des restrictions liées au confinement. Parmi ces services figurent notamment des sociétés d'exploitation minière, de combustibles fossiles, d'huile de palme et de plantations industrielles de bois d'œuvre. Que ce soit en Bolivie, en Afrique du Sud ou en Malaisie, les travailleurs ont été contraints de risquer leur santé et les conditions de vie de leurs familles et des communautés vivant à proximité des activités des entreprises. Ces « exceptions » n'ont rien à voir avec la fourniture de « services essentiels » à la collectivité pendant un confinement. Elles visent à maintenir les bénéfices des entreprises.

Malgré leur tendance à donner la priorité aux entreprises et aux investissements étrangers, les gouvernements pourraient bien être bientôt confrontés à une avalanche de poursuites judiciaires de la part d'entreprises qui exigent une indemnisation pour les mesures prises pendant la pandémie. Qu'il s'agisse de compagnies des eaux privées, de sociétés d'autoroutes à péage ou d'entreprises de services publics, les accords commerciaux et les accords pour les investissements internationaux exposent les gouvernements à des litiges même pendant une pandémie mondiale, tout simplement parce que les bénéfices des entreprises sont menacés. (9)

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) profitent également de la pandémie pour faire avancer leurs programmes

Malgré les dommages qu'ils ont causés, en particulier dans les pays du Sud, en imposant des politiques néolibérales, des plans d'ajustement structurel et des conditions d'octroi de

prêt, la Banque mondiale et le FMI se présentent désormais comme des « experts », prêts à aider le monde à traverser la crise du Covid-19. (10)

Ces organisations multilatérales cherchent à jouer un rôle majeur dans les processus décisionnels des gouvernements nationaux en ce qui concerne la direction économique que prendront les pays. Pourtant, les deux structures ont toujours joué un rôle clé dans la facilitation de la privatisation, les activités ambitieuses et destructrices des grandes entreprises, la financiarisation de la nature et l'affaiblissement des systèmes de protection sociale nationaux – notamment les systèmes de santé publique . Elles sont, en d'autres termes, des alliés clés des entreprises dans leur recherche de profits toujours plus importants.

Le FMI a répondu aux demandes d'aide d'urgence de plus de 80 pays. Toutefois, les quelques prêts accordés sont liés à des conditions controversées (c'est-à-dire des réformes internes qui doivent être introduites avant le déblocage des fonds). Ces réformes prévoient un nouvel affaiblissement de la protection des travailleurs et la promotion des privatisations. (11) Pour sa part, la Banque mondiale « assiste » 100 pays dans leur lutte contre le Covid-19. Cependant, une grande partie de cette aide est allée aux clients du secteur privé de la Banque, et aucune disposition n'a été prise pour garantir que le financement des soins de santé ne favorisera pas la privatisation de la fourniture de ce service, ce qui était une politique bien connue de la Banque mondiale par le passé. (12)

Mais des choses extraordinaires se produisent

De toute évidence, la plupart des réponses à la pandémie fournies par les gouvernements nationaux et les institutions financières ne visent pas à protéger les personnes ou les travailleurs, mais à aider les entreprises et à renforcer les économies néolibérales. Il est également clair que la pandémie de Covid-19 n'est pas un événement isolé : le système capitaliste-patriarcal, classiste et raciste qui domine chacune de nos sociétés fait autant partie de la situation d'urgence actuelle que le nouveau coronavirus lui-même.

Et ce sont en grande partie les mêmes personnes qui ont ressenti les effets les plus terribles et les plus néfastes de ce système avide de profits, qui veillent maintenant à ce que personne ne soit laissé pour compte. Des choses extraordinaires se produisent dans les quartiers et les communautés. Des mouvements paysans qui distribuent gratuitement de la nourriture à ceux qui en ont besoin ou des initiatives communautaires destinées à arrêter la propagation du virus. Des repas communautaires préparés et distribués dans les rues et des marchés communautaires auto-organisés qui, tout en permettant la distanciation sociale, fournissent des aliments sains et couvrent les besoins de base.

Si nous voulons que cette crise soit un tournant vers des sociétés socialement et écologiquement justes, ainsi que des réponses collectives pour relancer les économies qui placent le bien-être des gens ordinaires avant les bénéfices des entreprises, la pandémie doit être comprise comme le symptôme d'une urgence que la majorité de la population mondiale vit depuis trop longtemps.

Dans les mois qui ont précédé l'épidémie de Covid-19, des millions de personnes dans tout le Chili se sont levées pour protester contre les conséquences brutales et sévères de la politique néolibérale sur cette société particulière. Un graffiti peint sur un mur de la ville à

cette époque est certainement toujours vrai aujourd'hui : « *Nous ne pouvons pas revenir à la normale, car la normale que nous avons était justement le problème.* »

- (1) EcoBusiness, Vietnamese rubber giant razes indigenous lands as Cambodian government grapples with legacy land issues, juin 2020, <https://tinyurl.com/y99facoh>
- (2) Farmlandgrab, Land conflicts flare across South-East Asia during coronavirus lockdowns, mai 2020, <https://www.farmlandgrab.org/post/view/29643>
- (3) Servindi, Indígenas de Mesoamérica: « Vivimos una nueva ola de colonialismo », juin 2020, <http://www.servindi.org/actualidad-noticias/19/06/2020/edicion>
- (4) Servindi, Gobierno Wampis denuncia penalmente a funcionarios de GeoPark, juin 2020, <http://www.servindi.org/actualidad-noticias/01/06/2020/gtanw-denuncia-penalmente-funcionarios-de-geopark>
- (5) Witness Radio, Multinationals use COVID-19 crisis to violently grab land of poor communities with impunity, avril 2020, <https://witnessradio.org/multinationals-use-covid-19-crisis-to-violently-grab-land-of-poor-communities-with-impunity/>
- (6) IDI, World Bank-Backed Rio Tinto-Alcoa Joint Venture Relocates Guinean Village During Covid-19 Lockdown, juin 2020, <https://tinyurl.com/y75ot2fe>
- (7) International Land Coalition, Land Defenders can't Catch a Break from Violence during Covid-19, <https://lac.landcoalition.org/en/noticias/covid-19-no-da-tregua-defensores-tierra/>; et El País, El asesinato de líderes sociales en Colombia crece un 53% en el primer cuatrimestre, mai 2020, <https://elpais.com/internacional/2020-05-25/la-pandemia-no-frena-el-asesinato-de-lideres-sociales-en-colombia.html>
- (8) Desmog, Under Cover of Pandemic, Fossil Fuel Interests Unleash Lobbying Frenzy, avril 2020, <https://www.desmogblog.com/2020/04/02/coronavirus-fossil-fuel-lobbying-trump-influencemap> ; et InfluenceMap, The COVID-19 Crisis and Climate Lobbying, <https://influencemap.org/report/The-Coronavirus-Crisis-and-Climate-Lobbying-23249d39450ff19b441090a6a50174eb>
- (9) Corporate Europe Observatory, Cashing in on the pandemic: how lawyers are preparing to sue states over COVID-19 response measures, mai 2020, <https://corporateeurope.org/en/2020/05/cashing-pandemic-how-lawyers-are-preparing-sue-states-over-covid-19-response-measures>
- (10) Reuters, IMF chief economist says 100 countries seek pandemic aid; more resources may be needed, avril 2020, <https://www.reuters.com/article/us-imf-world-bank-imf-resources/imf-chief-economist-says-100-countries-seek-pandemic-aid-more-resources-may-be-needed-idUSKCN21W2UQ>
- (11) Research Gate, Softening the blow of the pandemic: will the International Monetary Fund and World Bank make things worse?, avril 2020, https://www.researchgate.net/publication/340569889_Softening_the_blow_of_the_pandemic_will_the_International_Monetary_Fund_and_World_Bank_make_things_worse
- (12) CEPR, We Can't Trust the IMF and World Bank to Lead the COVID-19 Recovery, mai 2020, <https://cepr.net/we-cant-trust-the-imf-and-world-bank-to-lead-the-covid-19-recovery/>

Les peuples autochtones au Brésil luttent contre les politiques du gouvernement... et la pandémie



Au milieu de la pandémie, envahisseurs s'approchent du village de Karipuna.
Ph: Chico Bata/Todos os Olhos na Amazônia

*« Sans actions efficaces pour contenir la pandémie chez les peuples, ce gouvernement obtiendra aussi le titre de génocide. »
CIMI, juin 2020*

Dans une réunion ministérielle tenue en avril 2020 à Brasilia, le ministre de l'Environnement Ricardo Salles a été filmé dans une vidéo rendue publique en mai 2020 dans laquelle il a déclaré que l'attention du public et des médias centrée sur la pandémie de la Covid-19 (qui a à ce jour tué officiellement tué plus de 55 000 personnes au pays), nous offre une distraction pendant laquelle le gouvernement peut « faire table rase » partout au Brésil « en changeant toute la réglementation et en simplifiant les normes. » (1)

Dans les faits, le gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro tente de démanteler à toute vitesse la réglementation de protection des forêts et des droits constitutionnels des peuples autochtones et *quilombolas*, ainsi que le système de vérification environnementale. Ces mesures auront des effets extrêmement graves pour l'ensemble du pays, et tout particulièrement pour l'Amazonie, la région du pays avec le plus grand couvert forestier et la plus grande présence des peuples autochtones. Il est important de se rappeler que le gouvernement Bolsonaro agit ainsi depuis le premier jour de son mandat. (2) La pandémie actuelle lui sert de couverture pour intensifier encore plus ces attaques contre la forêt et les peuples et populations qui dépendent de celle-ci.

Au Brésil, les données officielles sur les Autochtones infectés par la Covid-19 ne reflètent pas l'ampleur réelle de la pandémie. Selon l'APIB (Articulation des peuples autochtones du Brésil), en juin 2020, on comptait plus de 420 Autochtones morts de la Covid-19 et plus de 11 300 infectés dans plus de 120 communautés du pays. (3) Cela constitue un véritable désastre pour les peuples autochtones, car chacun de ces peuples possède sa propre culture et son histoire et que beaucoup de dirigeants, surtout les plus anciens, les gardiens de la mémoire et de la sagesse de ces peuples, disparaissent avec la pandémie. Mais la

façon dont les autorités ont géré ce drame montre également que le gouvernement Bolsonaro est dans les faits un ennemi mortel de ces peuples et de leurs territoires de vie.

Le peuple Munduruku, un des 305 peuples autochtones qui habitent le Brésil, a à lui seul perdu dix de ses sages. « Nous disons toujours qu'ils sont des bibliothèques vivantes, » déclare Alessandra Munduruku, dirigeante du peuple. « Cette épreuve est très douloureuse. » (4) En juin 2020, le cacique Raoni du peuple Caiapó a accusé le président Jair Bolsonaro de profiter de la pandémie de la Covid-19 pour « éliminer son peuple. » De la même manière, le cacique Ninawa du peuple Huni Kui, infecté par la Covid-19, craint que la maladie se propage parmi les siens. (5)

En plus du nombre croissant d'Autochtones infectés et décédés par la Covid-19, on assiste à l'augmentation des assassinats de dirigeants et des invasions de bûcherons, de mineurs, de missionnaires évangéliques et d'accapareurs de terres autochtones. Sans aucun doute, le danger pour les peuples autochtones est plus important dans le contexte actuel en raison des risques réels que ces envahisseurs contaminent les membres des communautés. Étant donné le mode de vie collectif de la majorité des peuples, une contamination pourrait signifier un génocide qui nous renvoie à des faits pas si lointains dans l'histoire coloniale du continent.

En avril, le gouvernement Bolsonaro a publié l'Instruction normative n° 9 qui permet de légaliser le crime d'appropriation de terres autochtones. Cette mesure inconstitutionnelle et criminelle exacerbe la violence contre les peuples autochtones et encourage les délits environnementaux. (6)

En mars et avril 2020, dans la vallée del Javari, État d'Amazonas, des missionnaires évangéliques étrangers ont parcouru la vallée en hélicoptère pour entrer en contact avec des peuples autochtones en isolement alors même que sévit une pandémie mondiale. Ces organisations étrangères venaient de gagner un puissant allié à la tête du gouvernement brésilien. En février, avant l'application de mesures d'isolement social, le gouvernement Bolsonaro a nommé l'ancien missionnaire évangélique Ricardo Lopes Dias, qui faisait déjà partie de la mission MNTB (Mission nouvelles tribus du Brésil), à la tête de la direction de la FUNAI (Fondation nationale de l'Autochtone de l'État du Brésil) chargée de la coordination générale des peuples en isolement. Les organisations autochtones et des membres de la société civile ont critiqué cette nomination qui a éveillé l'attention du ministère public fédéral. (7)

Déforestation + pandémie + incendies + militarisation

Selon une étude réalisée par des chercheurs de l'INPE (Institut national de recherches spatiales) et du CEMADEN (Centre national de surveillance et d'alerte des désastres naturels), les aires déboisées dans la période d'août 2019 à mai 2020 représentaient déjà 89 % des aires déboisées au cours de l'année antérieure, alors que la saison la plus sèche et propice aux nombreux incendies forestiers n'a même pas commencé. À mesure que le climat devient plus sec, le brûlage des aires déjà déboisées peut causer des incendies incontrôlables. La même étude souligne également que d'août 2019 à mai 2020, 78 443 foyers d'incendie ont été détectés en Amazonie, un nombre supérieur à celui de la même période de 2018 et 2019. L'étude conclut qu'avec l'augmentation des incendies et l'augmentation conséquente de patients souffrant de problèmes respiratoires, ajoutés au

grand nombre de patients atteints par la Covid-19, il y aura une demande beaucoup plus grande en unité de soins, ce qui pourrait causer l'écroulement des services de santé dans les États amazoniens qui fonctionnent déjà à la limite de leur capacité en raison de la pandémie. (8)

La militarisation croissante de l'Amazonie préoccupe également, alors qu'un grand nombre de militaires occupent des postes de direction dans les institutions environnementales et d'autres institutions responsables des questions autochtones. D'autre part, les militaires ont reçu la tâche de coordonner la soi-disant politique de lutte contre la déforestation du gouvernement Bolsonaro. (9)

Dans un pays où les peuples autochtones sont confrontés au racisme systémique en plus de la grave conjoncture, le WRM a échangé avec les représentants de l'unité régionale de l'Amazonie occidentale du CIMI (Conseil indigéniste missionnaire). Depuis sa fondation en 1972, le CIMI joue un rôle fondamental dans la facilitation de l'articulation entre les villages et les peuples autochtones. Ce travail a encouragé l'organisation de grandes assemblées autochtones, y compris durant la dernière dictature militaire (de 1964 à 1985). Des centaines d'organisations autochtones ont surgi de ce processus et la lutte s'est renforcée pour garantir les droits autochtones et le processus de démarcation des territoires autochtones dans le pays.

WRM : Quelle est la situation générale en Amazonie brésilienne en ce qui concerne la Covid-19 et les peuples autochtones ? Comment les peuples et leurs organisations combattent-ils la pandémie ?

CIMI : Il faut signaler l'absence d'aide de la part des autorités, en plus de la faible préparation du SESAI (Secrétariat d'assistance à la santé autochtone). Ce manque d'assistance a beaucoup d'effets encore plus importants à cause des immenses distances qui séparent les centres de population en Amazonie. Cela signifie que d'innombrables communautés et peuples ne reçoivent aucune aide du tout. Les peuples autochtones et leurs organisations ont tout fait en leur pouvoir pour combattre la pandémie. Ils agissent principalement dans les domaines de la diffusion de mesures de prévention et d'orientations pour que les personnes prennent les mesures personnelles nécessaires. Dans le cas des populations autochtones, les mesures préventives doivent être plus spécifiques, car, par exemple, chaque peuple possède sa propre façon de se comporter ainsi que des modalités et rituels communautaires particuliers.

WRM : Il est évident que, depuis le premier jour de son mandat, le président Bolsonaro attaque frontalement les peuples autochtones. Selon vous, quel est l'objectif des actions et des mesures adoptées par le gouvernement ?

CIMI : Le gouvernement Bolsonaro mène trois grandes lignes d'attaque contre les droits des peuples autochtones : 1) il agit pour rendre ces droits inconstitutionnels, c'est-à-dire pour altérer ce que prévoit la constitution et annuler complètement les articles 231 et 232 de la Constitution du Brésil ; 2) il agit pour ne pas territorialiser, c'est-à-dire pour ne pas démarquer, les territoires en cours de territorialisation, réviser les territoires déjà démarqués et les ouvrir au marché foncier ; 3) finalement, il agit pour « intégrer » les peuples, en reprenant l'ancienne politique d'intégration nationale des militaires. Sur la base de ces trois

pilliers, le président prétend anéantir les peuples autochtones et ouvrir leurs territoires au marché foncier et à l'exploitation minière.

WRM : On assiste à une augmentation des invasions de territoires autochtones, des menaces et de la violence contre les peuples et leurs défenseurs, y compris le CIMI. Que se passe-t-il avec la pandémie ? S'agit-il des mêmes envahisseurs ou en existe-t-il d'autres ?

CIMI : Ce sont les mêmes auxquels d'autres se sont ajoutés. Pour avoir une idée de ce qui se passe, sur l'ensemble des propriétés inscrites dans le CAR (registre environnemental rural), un registre public électronique national, obligatoire pour tous les immeubles ruraux, presque dix mille de ces propriétés se trouvent dans des terres autochtones actuellement dans différentes phases de régularisation ou dans des zones d'utilisation restreinte. C'est ce qu'indique le relevé publié par la 6CCR/MPF (Chambre des populations autochtones et des communautés traditionnelles du Ministère public fédéral). Rien que pour l'État d'Acre, le CAR a trouvé 132 propriétés privées enregistrées qui se trouvent toutes dans des zones autochtones. Les invasions physiques proprement dites se déroulent selon les trois étapes suivantes : la première année, les envahisseurs organisent une sorte d'excursion dans la zone à envahir et y effectuent une analyse de son potentiel d'exploitation selon leurs intentions et leurs intérêts (bois, pâturages, canne à sucre, minéraux, soja, etc.); l'année suivante, la zone est déboisée et la troisième année, la terre est brûlée. Ainsi, les invasions détectées aujourd'hui ont probablement commencé en 2018. Cette stratégie vise à gêner les dénonciations, car bien souvent, les titulaires des organes de contrôle sont réaffectés, ce qui cause constamment le redémarrage des processus et l'annulation des actions passées. L'absence de contrôle est attribuée aux anciens titulaires. À l'autre bout, le gouvernement crée des mécanismes pour que la régularisation de ces zones envahies soit reconnue.

WRM : Comment le gouvernement et ses alliés profitent-ils de la pandémie pour faire avancer leurs programmes historiques, en cherchant à approuver des mesures ou des lois qui violent directement les droits des peuples sur leurs territoires et leurs cultures autochtones ?

CIMI : Le gouvernement a profité de ce moment de pandémie, alors que les peuples ne peuvent pas s'organiser pour réaliser des manifestations, puisqu'ils doivent rester sur leurs terres, dans leurs communautés. Ainsi, assurer le suivi des mesures adoptées à Brasilia (le siège du gouvernement fédéral) s'avère très difficile. De plus, les réunions délibératives et l'adoption par vote des règlements au Congrès sont virtuelles, ce qui complique encore plus la capacité des peuples et de leurs alliés à influencer sur le processus. C'est la stratégie que défend le ministre de l'Environnement : profiter de la crise pour « détruire » les règles et simplifier les normes.

WRM : Comment les personnes et les organisations à l'intérieur et à l'extérieur du Brésil peuvent-elles appuyer la lutte des peuples autochtones de l'Amazonie durant cette difficile période ?

CIMI : La façon la plus propice pour montrer sa solidarité avec les peuples autochtones durant ces temps difficiles consiste à dénoncer les violations de leurs droits dans la communauté internationale. En cette période, lorsque nous avons des occasions de nous réunir avec les peuples autochtones, nous réunissons des documents et des vidéos que

nous envoyons aux adresses de courriel de députés, de sénateurs et de ministres. Nous assistons à un véritable génocide et ethnocide des peuples autochtones et les mécanismes internationaux doivent être informés de cette situation pour défendre les droits de l'homme.

- (1) Mongabay, Un ministre du gouvernement du Brésil recommande d'utiliser la Covid-19 pour détourner l'attention sur la déréglementation de l'Amazonie, mai 2020, <https://news.mongabay.com/2020/05/brazil-minister-advises-using-covid-19-to-distract-from-amazon-deregulation/>
- (2) Bulletin du WRM, « L'intérêt national » : le néofascisme dans la forêt amazonienne, janvier 2020, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/%e2%80%89linteret-national%e2%80%89-le-neofascisme-dans-la-amazonienne/>
- (3) Plateforme de suivi de la situation des peuples autochtones dans la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) au Brésil, <https://covid19.socioambiental.org>
- (4) The Guardian, « Nous sommes confrontés à l'extermination » : Le Brésil perd une génération de dirigeants autochtones par la Covid-19, juin 2020, https://www.theguardian.com/global-development/2020/jun/21/brazil-losing-generation-indigenous-leaders-covid-19?CMP=Share_iOSApp_Other
- (5) AFP Español, Caciques du Brésil, préoccupés par la santé autochtone et les politiques de Bolsonaro, juin 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=q7cMjwvM2WY>
- (6) Emergência Indígena. Plano de Enfrentamento da Covid-19 no Brasil, <http://emergenciaindigena.apib.info/>
- (7) Repórter Brasil, Des organisations religieuses des États-Unis cartographient les peuples autochtones au Brésil et n'interrompent pas leurs actions avec les peuples isolés même durant la pandémie, juin 2020, <https://reporterbrasil.org.br/2020/06/organizacoes-religiosas-dos-eua-mapeiam-indigenas-no-brasil-e-nao-interrompem-acoes-com-isolados-mesmo-durante-a-pandemia/>
- (8) INPE, CEMADEN, Nota Técnica. O desafio do Brasil para conter o desmatamento e as queimadas na Amazônia durante a pandemia por Covid-19 em 2020: Implicações ambientais, sociais e sua governança (Note technique : Le défi du Brésil pour contrer la déforestation et les incendies dans l'Amazonie durant la pandémie de la Covid-19 en 2020 : conséquences environnementales et sociales et leur gouvernance), mai 2020.
- (9) Amazônia notícia e informação. La lutte contre la déforestation est maintenant coordonnée par l'armée, mai 2020. <https://amazonia.org.br/2020/05/combate-ao-desmatamento-passa-a-ser-coordenado-pelo-exercito/>

Les communautés d'Afrique occidentale et centrale résistent aux plantations industrielles de palmiers à huile, même en temps de Covid-19



Des membres de la communauté d'Ijaw-Gbene dans le Royaume d'Okumu, au Nigeria, qui ont vu leurs maisons incendiées en mai 2020 par des agents de la Okomu Oil Palm Company. Ph: Farmlandgrab

Les entreprises d'huile de palme se présentent comme des donateurs charitables au milieu d'une crise sanitaire, avec des campagnes de marketing destinées aux médias nationaux et internationaux. Ce n'est pas différent dans les pays d'Afrique occidentale et centrale où ces entreprises exercent leurs activités. Cette propagande dissimule la sombre réalité de ces entreprises qui s'apprêtent à tirer profit ou avantage de la pandémie, qu'il s'agisse d'affaiblir les droits des travailleurs ou d'exiger des gouvernements nationaux des plans de sauvetage économiques et un traitement spécial en tant qu'« activités essentielles ».

À partir de 2013, le secteur de l'huile de palme a ciblé l'Afrique occidentale et centrale pour engager une nouvelle vague d'expansion de ses plantations industrielles. À cette époque, les estimations s'élevaient à environ 4 millions d'hectares de terres, à l'intérieur de grandes concessions accordées aux entreprises d'huile de palme, en particulier au Cameroun, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Ghana, au Libéria, au Nigeria et en Sierra Leone. (1)

Parallèlement, des organisations de base, des groupes communautaires et des militants de la région ont été amenés à se réunir depuis 2013 au Cameroun, au Gabon, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire en raison de leur expérience commune des impacts dévastateurs que ces plantations de monoculture ont sur les moyens de subsistance et le bien-être des communautés. Ils ont commencé à discuter de la façon de mieux s'organiser et résister à cette invasion. Ce processus a abouti à la création de l'Alliance informelle contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale.

L'Alliance cherche à renforcer la résistance des communautés contre les plantations industrielles et à défendre leurs territoires contre l'expansion des plantations. Le soutien de l'Alliance aux luttes des communautés pour récupérer leurs terres, ainsi que l'engagement d'assurer des espaces sûrs aux femmes pour discuter des impacts spécifiques des plantations industrielles de palmiers à huile sur leur vie et l'engagement des femmes dans

ces luttes et dans l'Alliance, font partie intégrante de cette résistance. L'Alliance défend l'utilisation traditionnelle du palmier à huile, ainsi que l'importance des forêts et des savanes pour le bien-être des communautés.

Au cours de ces années de collaboration, les membres de l'Alliance ont discuté et appris les uns des autres les nombreuses tactiques que les entreprises d'huile de palme utilisent pour commettre des activités illégales et oppressives afin d'imposer et de développer leurs activités. (2) Les femmes de l'Alliance, en particulier, ont également attiré l'attention sur la multiplication des violences sexuelles, des viols et des sévices auxquels les femmes et les filles sont confrontées et partagé des témoignages à ce sujet. Cette désastreuse réalité des plantations industrielles de palmiers à huile reste généralement invisible. (3) Aujourd'hui, la superficie des terres concédées aux entreprises industrielles d'huile de palme a été réduite à près de 2,5 millions d'hectares. La forte résistance de la communauté joue un rôle clé dans l'échec des tentatives des entreprises d'occuper une plus grande partie des terres que les gouvernements avaient déjà promis de réserver aux plantations industrielles de palmiers à huile.

Dans ce contexte, le WRM a demandé aux organisations et militants engagés dans l'Alliance informelle comment la situation dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile a évolué depuis le début de la pandémie de Covid-19 et avec les gouvernements de la région mettant en œuvre des mesures dites d'urgence pour y faire face. Cet article présente leurs expériences. L'anonymat des témoignages a été préservé pour des raisons de sécurité.

En **Côte d'Ivoire**, les plantations de palmiers à huile de la société **PalmCi** (une filiale du **groupe SIFCA**) sont situées dans le département d'Aboisso. L'entreprise a licencié plusieurs habitants de la communauté sans notification préalable, en invoquant des mesures de confinement. Les travailleurs qui n'ont pas été licenciés ne reçoivent aucun équipement de protection pour réduire le risque de propager ou de contracter le coronavirus. Une femme de la région décrit ainsi la situation : *« Les riverains sont livrés à eux-mêmes, parce qu'ils ne disposent pas d'accessoires de protection de la part de ladite société. Cette situation est difficile pour les communautés vivant autour et dans les plantations industrielles. »*

Une autre femme a évoqué la situation préoccupante concernant l'accès à l'eau : *« L'accès à l'eau potable à Yapokro est carrément impossible. Nous vivons une situation qui dure depuis belle lurette et rien ne se fait malgré la présence de la société PalmCi, et en cette période du Covid-19, je peux dire que la situation est encore plus inquiétante du fait que nous buvons la même eau que les animaux qui errent ça et là à la recherche de la nourriture. Le pire dans tout ça c'est cette eau que la PalmCi nous envoie une ou deux fois par semaine en divisant le village en deux pour le partage. L'eau nous est livrée dans des citernes très sales et cette eau est impropre, car elle démange le corps après les bains. Cette même citerne qui nous approvisionne fait la même chose pour les plantations et je peux donc dire que la population de Yapokro n'est pas en sécurité avant et maintenant face au Covid-19. C'est écœurant de voir les femmes et enfants à la recherche de l'eau les matins et soirs. Les tentatives pour que la PalmCi nous envoie de l'eau ont été vaines m'a dit le chef du village qui a fait plusieurs doléances, mais sans suite, ou parfois avec des promesses jamais tenues. Je reçois toujours cette réponse que c'est le conseil régional qui devrait s'en charger et non la PalmCi, car elle n'est qu'une société. Lorsqu'il pleut, tout le village est en joie, car les femmes vont recueillir de l'eau de pluie et cette eau leur servira*

pour le ménage et autres usages. Le quotidien des riveraines de Yapokro est alarmant et elles ne font que chercher une porte de sortie en lançant un SOS par ma voix. »

Les femmes impliquées dans les travaux de l'Alliance se sont concentrées sur la question des sévices dont elles sont victimes à cause des plantations. Elles se sont en particulier intéressées aux violences que subissent les femmes qui produisent de l'huile de palme traditionnelle et qui sont régulièrement harcelées et intimidées par les gardes de l'entreprise.

Deux femmes ont été récemment arrêtées en Côte d'Ivoire, soi-disant pour avoir volé des noix de palme. Elles travaillaient pour l'entreprise et ont été licenciées en raison de la crise du Covid-19. Quelques jours après leur licenciement, elles ont été arrêtées. Selon l'une des femmes, un agent de sécurité de l'entreprise les a vues. *« Il m'a saisie par le col, m'a traîné sur une longue distance en me brutalisant, et a coupé une branche pour pouvoir me chicoter [frapper] », a déclaré la femme. « Ce qui est étrange, c'est que cet agent de sécurité connaît nos maris, il se rend chez elles en demandant pardon à chaque mari pour son comportement envers leurs femmes, et il souhaiterait d'après lui que cette histoire ne soit pas connue de tout le monde que cela reste entre eux. "Que se reproche-t-il", ai je demandé. »* Elles ont été libérées, mais en tant que mères de 6 et 4 enfants, elles sont maintenant confrontées à une situation tragique. *« Cette pandémie se vit mal chez nous et la PalmCi qui est insensible à cela ne fait rien du tout si ce n'est des licenciements abusifs. Le Covid-19 et la PalmCi sont une gangrène pour les communautés riveraines. »*

Dans un autre cas, deux agents de PalmCi ont récemment attaqué une femme qui ramassait des matériaux pour fabriquer des balais dans une autre plantation de PalmCi. Les agents de l'entreprise estiment que la plantation est la propriété de l'entreprise et que pour tout matériel prélevé sur les plantations, les gens doivent payer une redevance au poste de contrôle installé à l'entrée des plantations – ou laisser leur matériel sur place. Sans surprise, il se produit régulièrement des conflits autour de ces demandes de paiement aux postes de contrôle.

Au **Gabon**, une entreprise privée-publice réunissant la multinationale agroalimentaire Olam et le gouvernement gabonais a commencé en 2012 à mettre en place des plantations industrielles sur des terres reçues gratuitement du gouvernement. Sur les différentes plantations créées jusqu'à présent, 6 blocs sont des plantations de palmiers à huile et un est une plantation d'hévéa. Avec l'occupation par Olam des terres et des forêts communautaires, le conflit entre les hommes et la faune s'est aggravé. Comme les forêts et les savanes ont été converties en plantations industrielles, les éléphants envahissent maintenant les exploitations des habitants.

Un militant gabonais a expliqué comment les travailleurs ont été affectés par les mesures Covid-19 que le gouvernement a mises en place. *« Des employés qui n'ont pas pu, parfois, aller au travail parce que le nombre exigé de personnes qui devaient monter dans le véhicule était très limité. Donc ceux qui n'arrivaient pas à partir recevaient les moindres salaires. Alors, la dernière nouvelle de la direction provinciale du travail c'est qu'il y a près de 1 000 employés, notamment ouvriers agricoles, qui vont perdre leur emploi. Alors, OLAM est en train de profiter de la situation de crise pour pouvoir se débarrasser de ces employés pour les mettre auprès de ses sous-traitants. Et malheureusement les sous-traitants ont encore un pire traitement. Déjà que le traitement avec OLAM ce n'était pas ça [...] et avec les sous-traitants c'est encore pire ! C'est vraiment une inquiétude. Or nous savons qu'à la*

suite de la pandémie, l'État a pris un certain nombre de décisions, des mesures pour pouvoir soutenir les entreprises qui vont être en difficulté. Mais OLAM est en train de dépasser tout cela. Et voilà, les conséquences, c'est que c'est des emplois qui vont être perdus pour favoriser les sous-traitants qui n'ont pas un meilleur traitement pour les travailleurs.

Déjà avant la pandémie, les communautés vivant autour des plantations de palmiers à huile d'Olam dénonçaient le non-respect par l'entreprise des promesses et accords passés avec les communautés en termes de projets sociaux. Le militant gabonais a poursuivi : « *Il y a des communautés, malheureusement, qui manquent d'eau. Il y a des communautés où OLAM avait fait construire, avait fait des forages d'eau. Mais malheureusement c'est des forages, des pompes qui ne fonctionnent pas, qui ne fonctionnent plus. C'est-à-dire que certaines ont fonctionné un mois, deux mois, et puis ça s'est arrêté. Et les populations souffrent, donc, d'un manque d'eau crucial, alors que nous savons que, parmi les mesures préventives du Covid-19, c'est se laver les mains, avec une eau propre bien sûr. Au niveau des dispensaires, ce sont des dispensaires qui ont été construits sans qu'il y ait de médicaments, donc pas de médicaments. Ça veut dire qu'en cas [...] d'un cas positif ou au cas où quelqu'un tomberait malade, les populations n'auront que des traitements traditionnels. Et d'ailleurs en parlant de traitements traditionnels, le fait que beaucoup de communautés ont perdu leur brousse, n'ont plus accès à leurs forêts, eh bien ça va être difficile. Sans centres médicaux, sans forêts, comment ces populations doivent-elles se traiter ? C'est absolument difficile pour elles. »*

Deux grandes entreprises opèrent au **Nigéria**, où des communautés sont expulsées, harcelées et arrêtées et leurs droits sont gravement remis en cause par la conversion des terres agricoles et des forêts en plantations de palmiers à huile. **Wilmar**, l'une des plus grandes sociétés de plantations au monde, possède plus de 100 000 hectares de terres dans l'État de Cross River, tandis que **Socfin** exerce ses interventions dans l'État d'Edo.

Socfin est une société holding basée au Luxembourg, détenue par deux riches familles européennes : Hubert Fabri (Belgique) et Vincent Bolloré (France). Socfin contrôle un total de 400 000 hectares de terres dans 10 pays africains. Au Nigéria, le groupe Socfin détient l'**Okomu Oil Palm Company (OOPC)**, qui contrôle 33 000 hectares de terres. (4)

Le 20 mai 2020, au milieu de la pandémie, des villageois du royaume d'Okumu ont vu leurs maisons incendiées par des agents de l'Okomu Oil Palm Company. C'est la quatrième fois qu'un village est incendié dans le cadre de l'expansion de l'entreprise de plantations. À cette occasion, plus de 80 personnes se sont retrouvées sans abri et ont été obligées de chercher refuge dans les communautés et les églises voisines. Cela les a exposées à leur tour à des risques sanitaires encore plus importants dans le contexte de la pandémie mondiale. « *À plusieurs reprises, la sécurité de l'entreprise est venue nous harceler et nous a également accusés d'avoir volé des noix de palme appartenant à l'entreprise. À d'autres occasions, les agents d'Asemota, le prestataire principal en matière de sécurité, sont venus nous menacer dans le village en nous disant qu'ils s'occuperaient de nous avant qu'une manifestation soit organisée* », a expliqué un villageois. Un villageois de 16 ans a donné un témoignage : « *Je me suis réveillé ce matin-là, puis je suis allé à la rivière pour vérifier mon hameçon de pêche. Avant de comprendre ce qui se passait, j'ai vu arriver la sécurité de l'OOPC et des soldats. Ils sont arrivés en tirant des coups de feu, alors j'ai couru dans la brousse. Puis ils ont brûlé notre maison, tous mes manuels scolaires, mon uniforme scolaire et d'autres biens ont été incendiés. Le seul vêtement qui me reste est celui que je porte actuellement. Alors faites*

venir des gens pour nous aider. » Les villageois ne peuvent même pas se rendre dans la ville pour porter plainte en raison des restrictions de mouvement résultant des mesures d'urgence imposées par le gouvernement dans le cadre de la pandémie. (5)

Au **Ghana**, les plantations industrielles de palmiers à huile de **Socnaf** (une autre société appartenant à **Socfin**) affectent neuf communautés. La société affirme qu'elle a acquis des droits de concession sur 17 000 hectares, mais les communautés affirment qu'elle a occupé davantage de terres. Un militant ghanéen a déclaré que *« depuis 6 ans, Socfin emploie de nombreux membres de la communauté comme travailleurs occasionnels. C'est un véritable système, car l'entreprise les embauche pour 3 mois, puis les renouvelle pour 3 mois de plus, puis 3 mois de plus, en tant que travailleurs occasionnels. Et cela dure depuis 6 ans. Au Ghana, si une entreprise embauche quelqu'un pour plus de 3 mois, cette personne devient un travailleur permanent et n'est plus un travailleur occasionnel. Et maintenant, le Covid-19 arrive. Comme l'entreprise doit respecter la distanciation sociale, Socfin a en fait congédié, ou plutôt licencié, tous ces travailleurs occasionnels sans préavis, sans aucun paiement. J'en ai été personnellement témoin. J'étais là. »* Dans le même temps, le même militant condamne le recours à la violence et aux tactiques d'intimidation utilisées par les agents de sécurité de l'entreprise. *« Un jeune homme de la communauté d'Adanse, l'une des communautés les plus touchées par les plantations, est allé pêcher au-delà de la concession de la société », a-t-il expliqué. Il a vu sa moto saisie et cassée par des agents de sécurité. L'affaire est actuellement devant le tribunal local. »*

Au **Cameroun**, **Socapalm** (une autre société détenue par **Socfin**) est l'une des principales sociétés de plantations de palmiers à huile du pays. À travers ses différentes concessions, l'entreprise occupe 50 000 hectares au total. Des villages sont complètement entourés par les plantations de Socapalm et les villageois n'ont plus accès à aucune terre pour produire leur alimentation. Les plantations de l'entreprise envahissent même les cimetières. En raison de la taille des tranchées creusées par l'entreprise autour de ses plantations, de nombreux villageois doivent parcourir plus de 7 km à pied pour se rendre dans un champ où ils peuvent cultiver leur nourriture. Si quelqu'un ramasse une des noix de palme tombées du camion de Socapalm, il risque d'être arrêté.

La dénonciation et la sensibilisation au problème des violences subies par les femmes vivant autour des plantations de Socapalm ont été un enjeu important pour les femmes impliquées dans l'Alliance informelle au Cameroun. Elles ont documenté plusieurs cas et les ont signalés aux bureaux de Socfin au Cameroun et en Suisse, leur demandant d'agir et de veiller à ce que les femmes ne soient plus exposées à des violences sexuelles à l'intérieur ou autour des plantations de l'entreprise.

Au cours de cette période de Covid-19, de nombreux travailleurs ont été renvoyés chez eux en congé sans rémunération, sans indemnisation, en particulier ceux qui n'ont qu'un emploi temporaire. Ceux qui n'ont pas été congédiés par l'entreprise sont transportés dans des véhicules de transport de personnel bondés, sans aucune protection personnelle. Dans certains pays, les travailleurs font la navette quotidiennement entre de grandes villes comme Douala, au Cameroun, et les plantations. Cela présente des risques pour les travailleurs, leurs familles et aussi les villageois. (6)

Les travailleurs et les communautés touchés par les plantations de Socfin au Nigéria, au Cameroun et au Ghana peinent à survivre, même dans des conditions « normales ». Ils

voient l'entreprise bafouer leurs droits et refuser l'accès à la terre dont ils dépendent pour vivre. Dans les conditions de la pandémie de Covid-19, la situation est devenue carrément insupportable pour beaucoup, tandis que, rien qu'en 2019, les principaux actionnaires et administrateurs de Socfin se sont octroyé 30 millions d'euros de dividendes sur un bénéfice net de 47 millions d'euros. (7)

En **République démocratique du Congo**, des droits de concession litigieux sur plus de 100 000 hectares de terres détenues par la société congolaise **Plantations et Huileries du Congo (PHC)** sont en train d'être cédés à une société opaque enregistrée dans le paradis fiscal de l'île Maurice, au beau milieu de la pandémie de Covid-19. Les communautés de République démocratique du Congo maintiennent que le propriétaire actuel de PHC, la société canadienne **Feronia Inc** et ses prédécesseurs de l'époque coloniale Unilever et Levers Brothers, a acquis ses droits de concession illégalement parce que les communautés n'ont jamais consenti au vol de leurs palmeraies par les entreprises industrielles de plantations de palmiers à huile. De plus, les travailleurs des plantations de l'entreprise ont travaillé dans des conditions épouvantables et pour des salaires inférieurs au salaire minimum. Il y a quelques mois à peine, plusieurs des maisons que l'entreprise met à la disposition des travailleurs se sont effondrées sur l'un des trois sites de plantation, à Boteka. Les conflits ont été nombreux et meurtriers, la dernière victime étant un militant de la communauté tué par un agent de sécurité de l'entreprise en 2019.

Un militant de République démocratique du Congo a expliqué que l'entreprise profite de la pandémie de Covid-19 en « *flanquant en retraite un grand nombre de ses travailleurs des plantations, sans décompte final* ». Alors que l'entreprise a versé des millions sous forme de salaires à ses équipes de direction basées en Europe et à Kinshasa, elle prétend ne pas être en mesure de verser ces derniers salaires aux travailleurs qui partent à la retraite, car aucun fonds n'a été affecté à cet effet.

Les communautés de la région de Basoko sur le site de plantation Lokutu ont franchi une étape importante dans la récupération de leurs terres ancestrales au début de 2020, lorsqu'elles ont commencé à reprendre le contrôle de certaines parties de leur territoire. Lorsque l'entreprise a recommencé à retarder le paiement des salaires et à restreindre la disponibilité de l'huile de palme dans les villages entourés des plantations de l'entreprise, sous le couvert de mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19, les communautés ont commencé à prendre en main la production d'huile de palme. Les habitants ont introduit des systèmes traditionnels et artisanaux de récolte et de production d'huile de palme. Les conditions de travail sont désormais bien meilleures dans ces zones que lorsqu'elles étaient gérées par Feronia. De plus, comme les coûteux bureaux de l'entreprise à Kinshasa et à Londres n'interviennent pas dans le processus, toute la valeur créée par ce travail reste au sein des communautés. Un responsable communautaire de l'opération a déclaré : « *Avec l'accès à ces terres, nous sommes en mesure de reprendre notre production d'huile de palme, qui a été violemment interrompue par la colonisation. Depuis le début de la semaine, j'ai vendu à moi seul 15 barils d'huile, ce qui me rapporte 300 000 francs congolais (150 dollars) de bénéfice. C'est sept fois ce que vous pourriez gagner en travaillant extrêmement dur pour l'entreprise pendant un mois entier.* » (8)

(1) GRAIN, En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme, 2019, <https://www.grain.org/fr/article/6326-en-afrique-les-communautés-résistent-a-l'accaparement-des-terres-destinées-a-la-production-d-huile-de-palme>

(2) L'Alliance, WRM et GRAIN, Promettre, diviser, intimider, contraindre : 12 tactiques utilisées par les sociétés productrices d'huile de palme pour s'emparer des terres communautaires, 2019, <https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/brochure-12-tactiques-utilisees-par-les-societes-productrices-dhuile-de-palme-pour-s'emparer-des-terres-communautaires/>

(3) L'Alliance, Briser le silence : harcèlement, violences sexuelles et abus à l'encontre des femmes à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas, 2019, <https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/briser-le-silence-harcèlement-violences-sexuelles-et-abus-a-lencontre-des-femmes-a-linterieur-et-autour-des-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-et-dheveas/>

(4) GRAIN, Décryptage des plantations Socfin/Bolloré, grâce à Profundo, 2020, <https://www.grain.org/fr/article/6442-decryptage-des-plantations-socfin-bollore-grace-a-profundo>

(5) Farmlandgrab, Another terror attack on local communities by Okomu Oil Palm Plantation Plc, Juin 2020, <https://www.farmlandgrab.org/post/view/29694-another-terror-attack-on-local-communities-by-okomu-oil-palm-plantation-plc>

(6) Farmlandgrab, We demand justice and safety for workers on Socfin's rubber/oil palm plantations during the Covid-19 pandemic, Apr 2020, <https://www.farmlandgrab.org/29602>

(7) GRAIN, "Business as usual" chez Socfin et Bolloré, Mai 2020, <https://www.grain.org/fr/article/6469-business-as-usual-chez-socfin-et-bollore>

(8) WRM, RD Congo : Des communautés reprennent le contrôle de terres qui leur ont été volées et exigent que l'entreprise d'huile de palme Feronia confirme officiellement l'annonce de « l'abandon » de ces terres, Juin 2020, <https://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/rd-congo-des-communautés-reprennent-le-contrôle-de-terres-qui-leur-ont-été-volées-et-exigent-que-lentreprise-dhuile-de-palme-feronia-confirme-officiellement-lannonce/>

Indonésie : Comment la pandémie renforce l'immunité pour l'oligarchie des sociétés minières et ouvre la voie à une nouvelle dictature



Des femmes et des étudiants manifestent contre la société minière de nickel PT Gema Kreasi Perdana, Harita Group. Ph: JATAM

Tandis que chacun peine à prendre soin de sa propre santé, de nombreuses entreprises profitent des mesures prises par les gouvernements pour faire face à l'épidémie de Covid-19, en particulier les sociétés minières.

En Indonésie, en 2018, il y avait 8 588 permis d'exploitation minière. Les six plus grandes provinces concernées par ces activités minières sont le Kalimantan du Sud, le Kalimantan oriental et le Sumatra du Sud – où l'on trouve principalement des permis d'exploitation de mines de charbon – et le Sulawesi du Sud, le Sulawesi central et les îles Bangka Belitung – où dominant d'autres ressources minérales telles que l'étain, le cobalt et le nickel. L'exploitation minière est devenue l'une des principales causes de déforestation dans le

pays, et elle s'impose dans un nombre de plus en plus important de territoires, y compris dans des zones dites protégées. L'expansion minière est également liée à la demande croissante dans le monde entier d'une transition vers une économie « propre » et « verte », notamment dans les zones industrielles de production de batteries et d'autres technologies associées. L'exploitation minière est également à l'origine de conflits sociaux constants et souvent violents, et de destructions.

Pour les magnats de l'industrie minière en Indonésie, la pandémie de Covid-19 a fourni de nombreuses opportunités de réaliser des profits et de pousser à une réglementation destructrice à leur propre avantage. Ceux-ci représentent des risques plus importants pour les défenseurs de la Terre – qui étaient déjà constamment confrontés à des menaces – en raison des tactiques plus énergiques qui échappent aux regards (du public).

Premièrement, les sociétés minières exposent délibérément les travailleurs et les communautés aux dangers de la pandémie en poursuivant leurs activités commerciales en profitant de l'étiquette « entreprise essentielle ».

Les communautés qui vivent autour et/ou près des mines sont inquiètes. La société PT. Dairi Prima Mineral (PT. DPM) à Dairi, dans le Sumatra du Nord, poursuit ses activités et fait venir des travailleurs de l'extérieur de la région, ce qui suscite de l'anxiété dans les communautés vivant à proximité. De même, à Banyuwangi, dans le Java oriental, malgré les protestations persistantes des communautés, l'exploitation minière aurifère de PT. Bumi Suksesindo (PT. BSI) est toujours active. En fait, après avoir exploité et détruit le mont Tumpang Pitu, PT. BSI s'intéresse désormais au mont Salakan (encore) préservé.

De même, les activités de la zone industrielle de production de batteries à Morowali, Sulawesi central, du parc industriel IMIP (Indonesia Morowali Industrial Park) et du parc industriel IWIP (Indonesia Weda Bay Industrial Park) à Halmahera, dans les Moluques du Nord, se poursuivent malgré les controverses. Le ministre chargé de la coordination des Affaires maritimes et des Investissements, Luhut Binsar Panjaitan, continue de faciliter l'entrée dans le pays de travailleurs chinois qui viennent travailler en Indonésie.

Mais ce ne sont pas seulement les habitants et les communautés proches qui sont touchés, c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui est également devenue victime de cette politique. On a trouvé des travailleurs infectés, par exemple, sur les navires de Bangka utilisés pour les activités d'extraction d'étain de PT Timah dans la province de Bangka Belitung ; le complexe minier de la compagnie charbonnière géante Kaltim Prima Coal (PT. KPC) ; la grande exploitation aurifère d'Indo Muro Kencana à East Kutai, dans le Kalimantan central ; dans la « province minière » de North Maluku, l'un des centres d'extraction de nickel et où se trouve l'un des principaux complexes industriels de batteries de véhicules électriques en Indonésie. (1)

À Mimika, en Papouasie, la situation des travailleurs des mines d'or et de cuivre de PT Freeport Indonesia (FI) est encore plus préoccupante. Officiellement, pas moins de 150 cas positifs de Covid-19 (2) ont été identifiés, parmi lesquels des membres de familles de travailleurs. (3)

Le gouvernement régional, à travers la régence de Mimika Regent, le syndicat des travailleurs de la chimie, de l'énergie et des mines (SP-KEP) et la Confédération des

syndicats de travailleurs de toute l'Indonésie (SPSI), ont exigé dès le début de l'épidémie que les activités minières soient suspendues. Ils font valoir que forcer les travailleurs à rester dans la zone minière dans des conditions de travail insalubres est un type d'esclavage et un acte d'indifférence flagrante envers la vie et la sécurité des travailleurs.

En 2018, PT FI a enregistré 1,28 milliard USD (18 000 milliards IDR) de bénéfice. Les salaires cumulés des treize commissaires et directeurs de PT FI s'élèvent à 4,9 millions USD (70 milliards IDR), un montant équivalent au budget total des autorités de la régence de Tangerang à Java, pour gérer la pandémie de Covid-19 : 4,9 millions USD (70 milliards IDR).

La clause 113 de la loi sur l'exploitation houillère et les ressources minérales (loi Minerba), qui régit la possibilité d'interrompre temporairement les opérations en raison de situations d'urgence, y compris d'épidémies, n'a jusqu'à présent pas été appliquée pour protéger les communautés et les travailleurs des mines.

La terre, l'eau, l'air, les forêts et la santé sont essentiels. Les mines ne le sont pas.

Deuxièmement, les sociétés minières continuent d'infliger une violence organisée aux communautés et aux défenseurs de la Terre, qui sont à l'avant-garde de la résistance malgré la pandémie.

Chaque année, le rythme des violences contre les communautés et les défenseurs de la Terre en Indonésie continue d'augmenter. Selon les données enregistrées par le Réseau indonésien de défense contre les mines (JATAM), il y a eu 71 conflits miniers de 2014 à 2019, et 40 cas de criminalisation de citoyens et de défenseurs de l'environnement, dans lesquels 210 personnes ont été criminalisées. (4)

Les assassinats, les agressions, la criminalisation, l'intimidation et la terreur font partie des actes de violence organisée qui sévissent dans le secteur minier et sont le fait de toute une série d'acteurs, parmi lesquels les forces de sécurité officielles et les responsables des entreprises, ou des acteurs rémunérés par les entreprises, comme des hommes de main par exemple.

Ces violences se poursuivent pendant le confinement en Indonésie, un certain nombre d'incidents ayant été enregistrés. Dans la régence de Banyuwangi, dans l'est de Java, des membres de communautés ont installé des tentes, du mont Tumpang Pitu au mont Salakan, pour protester contre PT BSI, depuis la fin de 2019 jusqu'au début de la pandémie de Covid-19. Ils ont subi deux attaques physiques consécutives visant à les obliger à démonter leurs tentes, perpétrées par des mercenaires de l'entreprise, la police et l'armée nationale indonésienne, les mesures d'urgence liées pandémie servant de prétexte. Cela s'est produit alors que les activités minières se poursuivaient sans aucune complication.

Dans les montagnes karstiques du Kendeng, dans les régions de Pati et Rembang, dans le centre de Java, des femmes qui organisaient des manifestations pacifiques contre onze exploitations minières de calcaire illégales ont subi les intimidations d'hommes qui travaillent pour la mine. On sait que les activités de ces mines sont liées à la filière controversée du ciment, à savoir PT Semen Indonesia (PT SI). Les activités de PT SI sont situées dans le bassin hydrogéologique et les écosystèmes karstiques, et menacent l'eau destinée à l'agriculture et l'alimentation des populations locales.

La même chose s'est produite à Samboja, dans la régence de Kutai Kartanegara, dans le Kalimantan oriental. Des habitants en colère ont brûlé des excavatrices de charbon pour arrêter les opérations. (5) Cela a été fait parce que les machines avaient atteint le bord du réservoir de Samboja, qui est la principale source d'irrigation agricole pour les habitants de Kutai Kartanegara. Les habitants ont été victimes d'intimidations par des hommes de main soupçonnés d'être soutenus et protégés par la police.

Ironiquement, ces événements se sont produits exactement au moment où le président Jokowi a lancé un appel aux médias pour demander aux gens d'assurer leur sécurité alimentaire dans les diverses régions, afin d'anticiper les déficits alimentaires dus aux changements climatiques et à la pandémie. Un pseudo-appel tout à fait contradictoire.

La classe ouvrière est également la cible de cette violence organisée. Un certain nombre de travailleurs qui manifestaient contre le complexe industriel IWIP à Halmahera, lors de la célébration de la Journée internationale des travailleurs (1er mai 2020) ont été arrêtés. Ces arrestations ont déclenché une vague de solidarité à travers le pays jusqu'à aujourd'hui. (6)

Une série de tactiques dangereuses et menaçantes ont émergé dans le contexte de cette « urgence civile » autour de la pandémie de Covid-19. Le *Kapolri* (le chef des responsables de la police nationale) a diffusé une lettre télégramme visant à prendre des mesures pour renforcer la cybersécurité et la sécurité physique, parmi lesquelles la mobilisation de centaines de milliers de policiers et de militaires pour imposer la « nouvelle normalité ». Cela représente une énorme menace pour la liberté, la démocratie civile et même les luttes environnementales.

La perpétuation d'une situation d'urgence peut ouvrir la voie à une dictature qui étendra la violence organisée contre la société.

Troisièmement, les sociétés minières se présentent sans vergogne comme des héros pendant la pandémie. Les dons, la logistique médicale et les équipements médicaux tentent de dissimuler leurs sales pratiques minières.

À la fin-mars 2020, l'Association indonésienne des producteurs de charbon (APBI) a fait don de 540 milliards IDR (plus de 38 millions USD) qu'elle a collectées auprès des sociétés charbonnières de l'APBI, telles qu'Adaro et le conglomérat d'entreprises Bakrie Group (PT Kaltim Prima Coal & PT Arutmin Indonesia). Dans le même temps cependant, ces mêmes sociétés charbonnières abandonnaient les puits d'extraction les plus toxiques, apparaissaient comme les épicentres de conflits avec les habitants et les peuples autochtones à proximité, et connaissaient même divers scandales financiers et fiscaux.

Presque toutes les sociétés minières les plus connues gèrent des programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et ont fourni de l'aide et de l'argent pour aider les populations pendant la pandémie, notamment sous la forme d'équipements de protection individuelle, d'aliments de base, d'installations de lavage des mains ou de kits de test d'écouvillonnage. (7)

Pourtant, certaines de ces mêmes sociétés minières et de fabrication de batteries électriques, à savoir PT Huayue Cobalt Co. Ltd, PT HPAL, PT Tsing Shan et Brunp Recycling

Technology, avaient engagé, dès avant la pandémie, un processus de demande d'autorisation pour l'élimination de stériles ou déchets miniers en haute mer. Ces sociétés prévoient d'éliminer leurs déchets miniers dans les eaux de l'île d'Obi, dans la province des Moluques du Nord, et dans les eaux de Morowali, dans la province centrale du Sulawesi central. (8) Cette opération entraînera la destruction des moyens de subsistance des populations vivant sur le littoral, des pêcheurs et des peuples autochtones des petites îles, ainsi que de la diversité du triangle corallien.

Le ministère de la Coordination maritime, qui supervise la planification de cette activité, a présenté ces industries minières comme des héros qui se sont levés pour aider l'Indonésie en cette période difficile de la pandémie de Covid-19, afin de promouvoir l'industrie minière.

Ce sont des stratégies de marketing politique.

Quatrièmement, pendant la pandémie, les sociétés minières ont reçu des avantages qui garantissent leur sécurité et leur confort, suppriment le contrôle public et facilitent l'octroi d'autorisations d'investissement minier.

Le sauvetage des sociétés minières a commencé par l'extension des incitations grâce au règlement du ministre des Finances (PMK) n° 23/2020, Incitation fiscale destinée aux contribuables touchés par l'épidémie de coronavirus, en mars 2020, qui porte sur les divers produits relevant de la chaîne de production minière. Le règlement a ensuite été étendu, passant de onze secteurs à dix-neuf secteurs par le biais du PMK n° 44/2020, en avril 2020.

L'élargissement des incitations fournies par Sri Mulyani, le ministre des Finances, comportait des avantages portant sur les taxes à l'exportation et à l'importation et des facilités pour les destinations d'import-export (KITE) et sur les acomptes provisionnels de l'impôt sur les sociétés. Grâce à ces incitations, jusqu'à 35 000 milliards IDR (près de 2,5 milliards USD) (9) d'argent public sont transférés aux sociétés minières.

Utilisant la pandémie de Covid-19 comme prétexte, en février et mars 2020, plusieurs institutions, telles que la Chambre indonésienne de commerce et d'industrie (KADIN), les associations de producteurs de charbon comme l'ICMA et l'APBI ainsi que le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales (ESDM), ont tenté d'annuler l'obligation d'utiliser des navires nationaux pour les exportations de charbon afin d'encourager les exportations. Même si cette obligation est régie par le règlement n° 82/2017 du ministère du Commerce (Permendag), elle est en vigueur depuis le 1er mai 2020. (10)

Ensuite, en mars et avril 2020, l'Association indonésienne des producteurs de nickel (APNI) a également exhorté le gouvernement à faciliter les exportations de nickel à faible teneur, même si elle était interdite depuis janvier 2020, car ces exportations devaient respecter la réglementation sur l'aval de l'industrie minière en traitant le minerai au niveau national. (11)

Fin mai 2020, le directeur exécutif de l'Association indonésienne des producteurs de charbon (APBI), Hendra Sinadia, a même osé soumettre au gouvernement une demande d'assouplissement du paiement des royalties sur le charbon, au motif que la pandémie avait fait baisser les prix des matières premières en raison de l'offre excédentaire sur le marché. L'APBI a demandé au gouvernement de modifier sa réglementation pour assurer la sécurité des sociétés charbonnières. (12)

En plus de cela, cette déréglementation en faveur de l'industrie minière et charbonnière, présentée sous la forme du Projet de loi sur l'emploi (Ciptaker Bill) et de la Révision de la loi sur l'exploitation houillère et les ressources minérales (loi Minerba), représente un opportunisme complètement insensé. Accompagnés de plusieurs incitations, les deux textes sont avantageux pour les industries minières et l'industrie mortifère du charbon. Le débat a déclenché des protestations qui, malgré la pandémie, se poursuivent.

La loi Minerba révisée supprime également l'article 165 concernant les actes criminels et les sanctions contre la corruption des fonctionnaires. Elle propose une définition légale de territoire minier qui permet une taille illimitée de la zone minière, avec extension automatique, sans aucune enchère ni possibilité de réduire la superficie d'une gigantesque compagnie charbonnière. L'extension automatique concerne plusieurs sociétés charbonnières dont les permis expireront bientôt, comme PT Kaltim Prima Coal (KPC), Arutmin, Adaro, Kideco Jaya Agung, Berau Coal et Multi Harapan Utama (MHU). La déréglementation de l'industrie minière est discutée sous la forme de politiques garantissant la sécurité et la tranquillité de l'industrie, sans aucune considération pour la sécurité et les droits des personnes et/ou de la nature.

Ces quatre modèles et tendances montrent comment l'industrie minière continue de bénéficier de la pandémie tout en détruisant l'immunité sociale écologique dans tout l'archipel indonésien.

Immunité de l'oligarchie et nouvelle dictature

Derrière cette activité minière, il y a le contrôle et l'accumulation de profits qui concentreront plus de richesse et de pouvoir aux mains des oligarques miniers. C'est leur immunité qui se renforce de plus en plus.

Derrière toute une série de sociétés charbonnières géantes qui ont bénéficié de la loi sur les ressources minérales et le charbon (loi Minerba), comme PT Adaro Indonesia, se trouvent les noms des familles Thohir, Garibaldi ou Boy Thohir, qui contrôlent les sociétés. Pendant ce temps, Erick Thohir est devenu ministre des Entreprises publiques. Le silence du ministre Erick Thohir concernant la prolongation automatique des concessions des sociétés minières, lié aux activités de sa famille, a introduit un conflit d'intérêts qui affecte les derniers scrutins électoraux dans le pays. De même, PT Arutmin et PT Kaltim Prima Coal (KPC) ont obtenu du « sang frais » et une nouvelle immunité grâce à la révision de la loi Minerba. Et de cette façon, la série de va-et-vient entre public et privé et la corruption se poursuit.

L'argent public n'est pas utilisé pour renforcer l'immunité écologique et sociale des différents sites miniers, mais au contraire pour renforcer l'immunité de l'oligarchie industrielle en accordant des subventions, des incitations et des plans de sauvetage aux sociétés minières. Au final, c'est l'immunité sociale et écologique qui va considérablement s'amenuiser, et inversement, l'immunité des oligarchies corporatives qui va augmenter rapidement. **Cette immunité s'appuie sur la mobilisation de la violence organisée au nom de la lutte contre les effets de la pandémie de Covid-19 et du discours sur la « nouvelle normalité ».**

Si la situation arrive à ce point, nous devrions tous craindre que les oligarques industriels prennent en otage la démocratie en perpétuant les situations d'urgence. Une telle situation permettra à une nouvelle dictature de s'installer – **une dictature sous l'étendard du capitalisme minier.**

Merah Johansyah Ismail,

Coordinateur du Réseau indonésien de défense contre les mines (Jaringan Advokasi Tambang - JATAM)

Cet article a été écrit à l'occasion de la Journée d'opposition à l'exploitation minière (Hari Anti-Tambang) du 29 mai 2020 et de la Journée de l'environnement du 5 juin 2020.

- (1) Babelpos, Satu Warga Desa Payung Positif Covid-19, Klaster Kapal Keruk PT Timah, juin 2020, <https://babelpos.co/2020/06/02/2136/> ; Akurasi, Duduk Perkara Karyawan KPC Positif Corona Sepulang dari India, Keluarga Masuk Pemantauan, avril 2020, <https://www.akurasi.id/duduk-perkara-karyawan-kpc-positif-corona-sepulang-dari-india-keluarga-masuk-pemantauan/> ; Kalimantan, 7 Pekerja Tambang di Kalimantan Timur positif Covid-19, juin 2020, <https://kalimantan.bisnis.com/read/20200609/407/1250032/7-pekerja-tambang-di-kalimantan-timur-positif-covid-19> ; ProSampit, Empat Karyawan PT IMK Positif Covid-19, mai 2020, <https://sampit.prokal.co/read/news/28319-empat-karyawan-pt-imk-positif-covid-19.html> ; MalutPost, 23 Karyawan Tambang di Malut Positif Corona, juin 2020, <https://malutpost.id/read/23-karyawan-tambang-di-malut-positif-corona>
- (2) The Jakarta Post, Freeport cuts workforce at Grasberg mine as coronavirus cases in area rise, mai 2020, <https://www.thejakartapost.com/news/2020/05/18/freeport-cuts-workforce-at-grasberg-mine-as-coronavirus-cases-in-area-rise.html>
- (3) Detik News, 124 Pekerja Freeport di Papua Positif Corona, 2 Orang Meninggal, mai 2020, <https://news.detik.com/berita/d-5031640/124-pekerja-freeport-di-papua-positif-corona-2-orang-meninggal>
- (4) Tirta, Selama Periode Awal Jokowi Ada 71 Konflik Tambang, kata Jatam, janvier 2020, <https://tirta.id/selama-periode-awal-jokowi-ada-71-konflik-tambang-kata-jatam-eqW9>
- (5) Kaltimkece, Gali Perkara di Tengah Corona, Warga Bakar Alat Berat, Penambang Balik Mengancam, avril 2020, <https://kaltimkece.id/warta/lingkungan/gali-perkara-di-tengah-corona-warga-bakar-alat-berat-penambang-balik-mengancam>
- (6) SPNews, Buruh Kritis Terhadap Perusahaan Tambang Ditangkap Polisi, mai 2020, <https://spn.or.id/buruh-kritis-terhadap-perusahaan-tambang-ditangkap-polisi/>
- (7) TribunKaltim, Indo Tambangraya Megah dan Semua Anak Usaha Spontan Meringankan Beban Masyarakat Akibat Covid-19, mai 2020, <https://kaltim.tribunnews.com/2020/05/09/indo-tambangraya-megah-dan-semua-anak-usaha-spontan-meringankan-beban-masyarakat-akibat-covid-19> ; Republika Pengusaha China Sumbang Indonesia Alkes Tangani Covid-19, mars 2020, <https://republika.co.id/berita/q7t6wq320/pengusaha-china-sumbang-indonesia-alkes-tangani-covid19>
- (8) Mongabay, Jatam dan Kiara: Pemerintah, Jangan Izinkan Perusahaan Buang Tailing ke Laut, mars 2020, <https://www.mongabay.co.id/2020/03/12/jatam-dan-kiara-pemerintah-jangan-izinkan-perusahaan-buang-tailing-ke-laut/>
- (9) OkeFinance, Revisi PMK Nomor 23, Sri Mulyani Beri Insentif Rp35 Triliun untuk 18 sektor Industri, avril 2020, <https://economy.okezone.com/read/2020/04/22/20203116/revisi-pmk-nomor-23-sri-mulyani-beri-insentif-rp35-triliun-untuk-18-sektor-industri>
- (10) Investor Daly, APBI Minta Pemerintah Evaluasi Kebijakan Kapal Nasional, Mei 2020, <https://investor.id/business/apbi-minta-pemerintah-evaluasi-kebijakan-kapal-nasional>
- (11) AP3I, Ada Corona, Penambang Nikel Minta Keran Ekspor Kembali Dibuka, avril 2020, <https://www.ap3i.or.id/News/News-Update/Ada-Corona-Penambang-Nikel-Minta-Keran-Ekspor-Kembali-Dibuka.html>
- (12) Ekonomi, Pengusaha Batu Bara Minta Relaksasi Pembayaran Royalti, mai 2020, <https://ekonomi.bisnis.com/read/20200528/44/1246004/pengusaha-batu-bara-minta-relaksasi-pembayaran-royalti>

L'agro-impérialisme au temps du Covid-19



Ph: Grain

Nestlé, la plus grande entreprise alimentaire au monde, est connue pour ses scandales. Elle [a gagné le surnom](#) de « babykiller » (« tueur de bébés ») dans les années 1970 pour avoir été à l'origine de maladies et de décès chez les jeunes enfants de communautés défavorisées en promouvant l'allaitement au biberon avec ses préparations pour nourrissons et en déconseillant l'allaitement maternel. Ces dernières années, des [accusations similaires](#) ont été portées contre l'entreprise pour avoir contribué à une explosion des taux d'obésité et de diabète dans les communautés pauvres qu'elle a choisi de cibler pour leur vendre de la malbouffe ultra-transformée. Mais il y a un autre scandale, tout aussi sombre, qui se cache dans les documents comptables de l'entreprise.

Le 23 avril 2020, alors que le monde était aux prises avec la pandémie de Covid-19 et que la FAO alertait sur une crise alimentaire mondiale imminente, les actionnaires et les dirigeants de Nestlé [se sont octroyé](#) un dividende record de 8 milliards USD. En cette période de crise sanitaire et alimentaire mondiale, ce dividende vaut plus que l'ensemble du [budget annuel](#) du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et il serait suffisant pour couvrir les dépenses annuelles moyennes de soins de santé pour plus de 100 millions de personnes en Afrique.

Le versement massif de dividendes de Nestlé pour 2020 était, en fait, un tout petit peu supérieur à celui de l'année précédente. Les paiements importants de ce type aux actionnaires et aux dirigeants constituent une pratique courante pour l'entreprise, comme pour toutes les grandes multinationales de l'alimentation et de l'agro-industrie, même en cas de catastrophe sanitaire mondiale. D'autres dividendes notables aux actionnaires ont été annoncés en avril de cette année : un versement de 2,8 milliards USD par la plus grande société de semences et de produits agrochimiques du monde, Bayer AG, un paiement de 600 millions USD par le plus grand producteur de volaille au monde, Tyson, et un paiement de 500 millions USD par la plus grande société de production porcine du monde, le groupe WH. Cargill, la plus grande entreprise agroalimentaire du monde, est en passe de dépasser le paiement record de 640 millions USD de l'an dernier, qu'il n'a versé qu'à un petit nombre de membres de la famille Cargill. L'expansion du commerce électronique, en particulier des produits alimentaires, pendant la crise du Covid-19 a augmenté la valeur nette du patrimoine de Jeff Bezos, le fondateur du géant du commerce électronique Amazon, de la somme sidérante de [24 milliards USD](#). C'est même une période faste pour les actionnaires de certains plus petits acteurs du secteur, comme la société de plantations de palmiers à huile

et d'hévéas SOCFIN. Les deux familles françaises et belges qui détiennent l'essentiel de l'entreprise [ont reçu 20 millions d'euros](#) (environ 22,5 millions de dollars) de dividendes et de rémunérations des entreprises du groupe SOCFIN, alors que les communautés chez qui elles opèrent au Nigeria, au Ghana et au Cameroun n'ont pas accès une eau propre ou potable.

Toute cette avidité au sommet laisse la catastrophe ruisseler vers le bas, où ses conséquences sont terribles.

Une industrie puissante au milieu d'une « tempête parfaite »

Les travailleurs du système alimentaire des grandes entreprises, ceux qui meurent littéralement en première ligne pour maintenir le mode de vie des actionnaires et des dirigeants, ne s'en sortent pas aussi bien. Les chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises alimentaires, qui ont toujours été des endroits dangereux pour les travailleurs, sont maintenant devenues des points chauds pour les infections et la transmission du Covid-19. Partout dans le monde, il y a eu des épidémies mortelles dans les usines de production de viande, les installations portuaires, les [entrepôts](#), les [conserveries de poisson](#), les [plantations de palmiers à huile](#), les [exploitations fruitières](#), les [supermarchés](#) et tous les autres points situés le long des chaînes dirigées par ces entreprises, à l'exception de leurs tours de bureaux, bien sûr.

Les grandes entreprises de production de viande ont peut-être été les pires criminels. Avec la pandémie de Covid-19 en pleine effervescence, ils ont [résolument accéléré](#) leurs chaînes de production pour augmenter les exportations vers la Chine, où les prix de la viande sont exceptionnellement élevés. Cette décision a été prise en sachant parfaitement que ces augmentations de la production rendaient la distanciation sociale impossible et exposaient leurs travailleurs et les communautés environnantes à un risque d'épidémies massives du virus. À la fin du mois de mai, les résultats dans les plus grands pays exportateurs de viande ont été terribles : des centaines de travailleurs migrants dans les usines de viande malades du Covid-19 en [Allemagne](#) et en [Espagne](#), des milliers de cas de travailleurs malades de Covid-19 dans l'industrie brésilienne de conditionnement de viande, et plus de [20 000 travailleurs infectés](#) par le Covid-19 dans des usines de conditionnement de viande aux États-Unis et au moins 70 morts. Pendant ce temps, des centaines de milliers d'animaux sont abattus, dans des [conditions atroces](#) parce que ces énormes installations ont dû arrêter la production et [que](#) les petits abattoirs qui auraient pu accueillir le bétail ont depuis longtemps été contraints de fermer leurs portes.

En Amérique latine, le nouvel épicode de la pandémie de Covid-19, le carnage a été particulièrement grave. L'économie mondiale étant au point mort, le secteur agroalimentaire de la région a continué de fonctionner en toute impunité, renforçant son impact et ses effets néfastes sur les communautés et les écosystèmes. Dans presque tous les pays de la région, les activités agro-industrielles ont été [exemptées de quarantaine](#), car elles sont considérées comme « essentielles », même si elles privilégient les exportations et non la fourniture de nourriture aux populations locales.

Par exemple, le gouvernement équatorien a [publié un décret d'état d'urgence](#) paralysant le pays, mais garantissant que « toutes les chaînes d'exportation, l'industrie agricole [l'industrie de] l'élevage [...] continueront de fonctionner ». En conséquence, les travailleurs des

plantations de bananes et de palmiers, des usines de fruits de mer, des exploitations horticoles et bien d'autres, ont été contraints de continuer à travailler comme si le pays n'était pas en situation d'urgence sanitaire, s'exposant ainsi au risque de contracter le Covid-19.

De même, le gouvernement Bolsonaro au Brésil a [déclaré](#) que la production, le transport et la logistique générale des filières alimentaires d'exportation étaient des activités essentielles qui devaient continuer de fonctionner sans restrictions. Dans ce contexte, les exportations de viande, de soja et d'autres produits augmentent, tout comme le nombre de personnes exposées au Covid-19 tout au long des chaînes d'exportation. Dans l'État brésilien du Rio Grande do Sul, une plaque tournante de l'exportation de la viande, [plus d'un quart des nouveaux cas confirmés de coronavirus](#) en mai concernaient des travailleurs d'usines de production de viande. Les procureurs du travail se battent maintenant pour [fermer les usines infectées](#) et forcer les entreprises à mettre en œuvre de simples mesures de base pour [protéger et prendre soin](#) de leurs travailleurs pendant la pandémie.

Les exportations de soja du Brésil, [en hausse de 38 %](#) par rapport à l'année dernière, sont un autre point chaud potentiel pour le Covid-19, en particulier dans les ports où les camions et les travailleurs circulent constamment. Lorsque les autorités locales de la ville portuaire de Canarana, dans le Mato Grosso, ont tenté de prendre des mesures en [adoptant un décret](#) pour suspendre l'exportation de soja et d'autres céréales en l'absence de conditions de santé et de sécurité appropriées, les géants de l'agroalimentaire Louis Dreyfus et Cargill sont intervenus et ont réussi à annuler le décret en quelques jours. Actuellement, en ce début du mois de juin, Canarana [connaît une recrudescence](#) des infections à Covid-19.

Toute cette frénésie d'exportations a un impact énorme sur le terrain. Selon *Deter*, le système de détection en temps réel de l'institut national brésilien de recherche spatiale, la déforestation de l'Amazonie au Brésil a augmenté de plus de 50 % au cours de ces trois premiers mois de 2020 – au plus fort de la pandémie de coronavirus – par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Tirant profit de l'écran de fumée de la pandémie et du nombre réduit d'agents en mesure de mener des opérations d'inspection, [les secteurs de l'agro-industrie et de l'exploitation minière progressent dans les zones protégées et les territoires autochtones](#), aggravant ainsi la diffusion du Covid-19 dans les populations autochtones. De nombreux observateurs craignent un génocide à la suite de ces avancées irresponsables de l'agro-industrie et des activités minières pendant la pandémie.

Au milieu du confinement national en Argentine, les exportations de soja et les défrichements n'ont pas cessé non plus. Dans l'une des forêts les plus préservées de l'ensemble de l'écosystème du *Gran Chaco*, [une zone de 8 000 hectares est actuellement prospectée en vue d'un défrichement](#). En outre, sur la base d'une surveillance par imagerie satellite, Greenpeace a dénoncé le nettoyage de près de [10 000 hectares dans le nord du pays](#) depuis le début de la fermeture.

Ces profits éhontés des entreprises sont en train de créer une crise de légitimité pour le système alimentaire des multinationales. Bien que les mesures de confinement permettent difficilement de le mesurer, la [situation semble changer actuellement](#) : nous voyons des travailleurs de l'industrie alimentaire s'exprimer, s'organiser et obtenir plus de soutien et de solidarité des autres salariés ; nous constatons un intérêt croissant des consommateurs pour des aliments sains et locaux et pour le bien-être des producteurs et des agriculteurs ; et il y a

eu un essor indéniable dans les efforts communautaires pour acheminer la nourriture là où elle est nécessaire grâce à la solidarité, à l'entraide, au bénévolat et aux coopératives. Il y a même eu quelques victoires au niveau politique, comme la [récente décision](#) du gouvernement allemand d'interdire la sous-traitance dans les usines de viande et une autre pour empêcher les entreprises bénéficiant d'aides publiques de [verser des dividendes](#).

Mais c'est une industrie puissante, qui dispose d'importantes quantités d'argent et de solides relations politiques, et il ne fait aucun doute qu'elle fera tout son possible pour utiliser ce moment de confusion et de confinement pour faire avancer ses intérêts. Nous avons déjà pu le constater avec le décret que le président américain Trump a émis à la demande de JBS, Tyson, Cargill et d'autres sociétés de production de viande pour maintenir en activité leurs usines contaminées par le Covid. Nous l'avons également vu au Brésil où le gouvernement Bolsonaro [a autorisé un nombre record de 96 nouveaux pesticides](#) au cours des premiers mois de 2020, soit plus que toutes les autorisations pour 2019. Ce même gouvernement a délibérément utilisé le prétexte de la pandémie pour essayer de [faire adopter](#) une loi qui permettrait de légaliser l'accaparement des terres et la déforestation sur 80 millions d'hectares dans les régions de l'Amazonie et du Cerrado. La pandémie a également été utilisée comme une opportunité pour [développer rapidement le commerce électronique dans la grande distribution alimentaire](#) et faire avancer les organismes génétiquement modifiés (OGM) en [Éthiopie](#) et en [Bolivie](#), où le gouvernement de facto a affirmé que les semences OGM devenaient une nécessité pour le pays en raison de l'urgence sanitaire du Covid-19.

L'agro-industrie, grand gagnant de la nouvelle vague d'ajustement structurel

Le pire est encore à venir. De nombreux gouvernements ont recours à des cabinets de conseil internationaux, comme [McKinsey](#), pour élaborer les plans de relance pour leurs économies. Ces firmes discrètes qui sont profondément liées aux [plus grandes sociétés du monde](#), notamment celles du secteur alimentaire et agroalimentaire, [contribueront sans aucun doute à déterminer ceux qui émergeront](#) comme les gagnants et les perdants des réponses à la pandémie – les travailleurs ou les patrons, les marchés de producteurs ou les [géants du commerce électronique](#), les petits pêcheurs ou les grands chalutiers.

Nous voyons également le FMI et la Banque mondiale utiliser leurs fonds d'urgence Covid-19 pour pousser les pays à mettre en œuvre des réformes favorables à l'agro-industrie. En [Ukraine](#), par exemple, une loi de privatisation des terres agricoles a été mise en œuvre malgré l'opposition d'une majorité d'Ukrainiens. Au cours des prochains mois, ce type de pressions va s'intensifier. [Des dizaines de pays](#) se dirigent vers des défauts de paiement, et ces dettes devront être négociées non seulement avec le FMI et les prêteurs bilatéraux, mais aussi avec les créanciers privés qui [ont déjà indiqué](#) qu'ils ne souhaitent même pas retarder le paiement de la dette et des intérêts pendant cette crise sanitaire. Une nouvelle vague d'ajustements structurels est en cours, qui va se concentrer essentiellement sur l'augmentation des investissements étrangers dans l'agro-industrie et des exportations de produits agricoles pour payer les « vautours ».

Cette fois, cependant, les gouvernements auront beaucoup de mal à imposer un nouveau cycle d'agro-impérialisme aux populations qui en ont déjà plus qu'assez et qui sont de plus en plus demandeuses des alternatives que les mouvements sociaux proposent depuis des décennies.

GRAIN, www.grain.org

Brésil : Contre la Covid-19, l'économie féministe à la campagne et en ville



Ph: SOF

La crise de la Covid-19 constitue la goutte qui a fait déborder le vase pour l'accumulation du capital qui avançait déjà avec beaucoup de difficulté. Ce qui deviendrait essentiellement une crise sanitaire s'est transformé en une crise généralisée au Brésil. Cela ne nous surprend pas, car nous ne pouvions nous attendre à autre chose d'une société basée sur une économie en guerre permanente contre la vie.

Le néolibéralisme se montre incapable de gérer la crise, mais tente de se maintenir au moyen de fausses solutions. Celles-ci sont basées sur l'expansion des frontières de l'exploitation, la précarisation du travail des personnes et l'exploitation et la financiarisation de la nature. En revanche, les initiatives des mouvements et des collectifs basés sur l'économie féministe montent en puissance.

L'économie féministe réalise une analyse critique des formes actuelles d'organisation de l'économie, pour la plupart capitalistes, patriarcales et colonialistes, et des théories qui alimentent les politiques qui les mettent en œuvre. D'autre part, le corps devient un territoire de convergence entre la nature et la culture. Le corps résiste à ce temps du marché. Il faut récupérer individuellement et collectivement la mémoire qui marque les corps, prêter attention à ses histoires et réapprendre à l'écouter. La récupération des moments de la vie comporte une reconnexion avec les processus de notre corps sans l'intervention du marché capitaliste. L'économie féministe nous invite à réfléchir sur l'actualisation des mécanismes de contrôle, sans cesser d'affirmer la capacité de résistance et de reconstruction des corps en mouvement.

L'expérience du RAMA (Rede Agroecológica de Mulheres Agricultoras da Barra do Turvo, Réseau agroécologique de femmes agricultrices de Barra do Turvo), de Vale do Ribeira, à San Pablo, Brésil, montre que l'organisation basée sur les principes de solidarité et de respect pour les logiques des communautés a amplement la capacité de bien gérer cette crise. Les femmes améliorent l'accès à des aliments sains, assurent le maintien des divers écosystèmes et, fortifiées, renégocient la division du travail domestique et luttent contre la violence de genre.

Beaucoup de femmes du réseau RAMA proviennent de territoires où l'on a créé des unités de conservation de leurs communautés *quilombolas* (1) ou d'agriculture familiale. Elles ont préservé la biodiversité et ont garanti la souveraineté alimentaire des communautés à partir de leurs modes de vie. Cela s'est maintenu au prix de grandes luttes et malgré les menaces qu'elles reçoivent constamment de la part des organismes gouvernementaux qui tentent d'instaurer une politique de conservation de territoires vidés de leur population. Le projet *Conexão Mata Atlântica* (Connexion forêt atlantique) constitue un exemple de ce type de politique qui a commencé en 2019 et cherche à augmenter les réserves de carbone dans les communautés et à étendre les unités de conservation. En d'autres mots, étendre la domination et l'invasion des territoires de la vie communautaire et augmenter les processus de financiarisation de la nature.

Dans la vidéo [« L'économie féministe : apprenons avec les agricultrices »](#) (disponible dans quatre langues) (2), nous avons interviewé Nilce de Pontes, agricultrice et dirigeante de la Coordination nationale d'articulation des communautés noires rurales Quilombolas (*Coordenação Nacional de Articulação das Comunidades Negras Rurais Quilombolas*, CONAQ). Elle met en lien les formes de vie traditionnelles et la souveraineté alimentaire, un pilier fondamental d'une économie organisée pour la vie : « Pour moi, en tant que *quilombola*, cela veut dire que la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire viennent de notre mode de vie, de la manière dont nous interagissons avec la terre. Et de comment nous assurons la sécurité du territoire avec la santé alimentaire. Cela constitue pour nous une relation complexe qui concerne comment nous vivons, interagissons et produisons des aliments sains et adéquats qui assurent la souveraineté alimentaire. Nous, en tant que femmes *quilombolas*, femmes noires. »

La valorisation de l'agriculture pour l'autoconsommation que les femmes pratiquent dans leurs potagers agroécologiques en favorisant la diversité s'avère plus importante que jamais. Alors que le prix des aliments naturels augmente sur le marché, elles continuent d'assurer de manière autonome l'alimentation de leurs familles et de leurs communautés avec des aliments sains (3). En plus de garantir l'alimentation des communautés, le travail des femmes approvisionne de nombreuses familles de la région métropolitaine de São Paulo, à travers de groupes de consommation responsable.

Cette alliance entre la campagne et la ville offre aux gens des centres urbains une autre façon de combattre la pandémie. Les groupes de consommateurs accèdent à une grande variété d'aliments agroécologiques au prix qu'ils payaient avant la crise sanitaire : un engagement collectif à maintenir des prix équitables pour que les travailleuses et travailleurs puissent préserver leur santé et leur système immunologique en consommant plus d'aliments agroécologiques naturels. Des mouvements et des collectifs ont également acquis les produits agroécologiques des femmes pour les donner aux personnes les plus vulnérables en ce moment. Ces initiatives basées sur le principe de la solidarité sont particulièrement importantes parce qu'elles fournissent des aliments de qualité aux gens qui ne pourraient jamais y accéder dans le marché capitaliste. Aujourd'hui, la majorité des gens de la ville utilisent le peu d'argent dont ils disposent pour s'alimenter avec des produits du panier alimentaire de base, lequel n'inclut pas d'aliments naturels et est composé de produits transformés peu nutritifs provenant de l'agriculture industrielle. De nombreuses familles au Brésil ne peuvent même pas acheter des produits naturels de l'agriculture conventionnelle qui contiennent des produits agrottoxiques à cause de l'augmentation du prix des aliments.

Depuis un certain temps, ces initiatives produisent leurs fruits, soit une augmentation de l'autonomie et du bien-être. La pandémie de la Covid-19 constitue une épreuve où la population doit démontrer sa force et sa capacité de résister à cette crise si profonde. Ce n'est pas par hasard si cette période dans laquelle l'économie capitaliste connaît une grande crise constitue un moment de consolidation et même d'expansion de l'économie axée sur la durabilité de la vie humaine (4).

Dans son article « La vida en situación de guerra: Coronavirus y la crisis ecológica y social » (5), la féministe Yayo Herrero nous met en face de la nécessité de considérer cette crise comme une occasion pour imaginer l'avenir : « Nous devons construire des horizons de désir cohérents avec les conditions matérielles qui les rendent possibles. Et si nous ne réussissons pas à bien réaliser cet exercice, en nous basant sur l'équité et les droits, d'autres le feront à notre place en se basant sur l'exploitation, les inégalités, le racisme et le repli misogyne. »

En évitant les pièges du marché et des fausses solutions, les femmes nous montrent un horizon possible d'organisation de la vie collective, une option possible parce qu'elle semble vraiment pouvoir relever les plus grands défis qui nous attendent : surmonter les inégalités, les oppressions et la crise écologique.

Organisation féministe Sempreviva (Sempreviva Organização Feminista - SOF), Brésil,
<https://www.sof.org.br/>

(1) Les communautés *quilombolas* sont formées de descendants des peuples noirs esclavagés qui, dans le processus de résistance contre l'esclavage au Brésil, ont occupé des territoires communs aujourd'hui appelés *quilombos*.

(2) Lien de la version française de la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=avtlayPkDnc>. On trouvera plus d'informations à : <https://www.sof.org.br/sof-lanca-novo-video-economia-feminista-aprendendo-com-as-agricultoras/>. Lien de la version en espagnol de cet article : https://peoples-sovereignty-lab.org/es/common_library/i68/Econom%C3%ADa-feminista:-aprendiendo-con-las-agricultoras.html.

(3) Voir l'article « Alimentación en tiempos de coronavirus, » (L'alimentation au temps du coronavirus), de Glauca Marques, publié dans la chronique Sempreviva du site Brasil de Fato : <https://www.brasildefato.com.br/2020/05/19/alimentacao-em-tempos-de-coronavirus>.

(4) Selon l'économiste féministe Cristina Carrasco, la durabilité de la vie est « un concept qui permet d'exposer la profonde relation entre l'économique et le social ; elle place l'économie dans une autre perspective en considérant l'étroite interrelation entre les diverses dimensions de la dépendance et, en définitive, pose comme priorité les conditions de vie des personnes, femmes et hommes. » Article accessible à : <http://www.educacionyfp.gob.es/dam/jcr:7c25f802-781e-4810-9b52-b63f2601fb28/re200908-pdf.pdf>

(5) Le titre original de cet article était « En guerra con la vida, » lors de sa publication dans la revue Contexto y Acción. Il a récemment été traduit en portugais pour la publication de la SOF avec le titre « Economía feminista e ecológica: resistências e retomadas de corpos e territórios, » accessible en ligne à :

<https://www.sof.org.br/economia-feminista-e-ecologica-resistencias-e-retomadas-de-corpos-e-territorios/>.
La version originale en espagnol de cet article est accessible à : <https://ctxt.es/es/20200302/Politica/31220/coronavirus-decrecimiento-crisis-ecologica-agroecologia-yayo-herrero.htm>.

La pandémie dans les forêts en Inde : escalade des attaques contre les communautés



Agriculteur Bewar. Ph: Ossi Kakko

Vers la mi-mai 2020, le ministre des Finances indien a annoncé que 60 milliards de roupies (environ 1 milliard de dollars US) seraient alloués en application du Fonds de boisement compensatoire (CAF), mieux connu sous le nom de [CAMPA \(Autorité de gestion et de planification du Fonds de boisement compensatoire\)](#), dans le cadre du plan d'aide très attendu du gouvernement sur le Covid-19. Il est important de souligner que depuis 2014, date de son arrivée au pouvoir, ce gouvernement a aggravé la vulnérabilité et la précarité de la grande majorité des citoyens indiens, en particulier des *adivasis* (peuples autochtones), des *dalits* (opprimés par les castes), des minorités religieuses, des paysans, des travailleurs et des populations urbaines pauvres. Des politiques économiques insensées, telles que la démonétisation de 2016 (le gouvernement a soudainement décidé de retirer du marché certaines coupures de monnaie, plongeant la population dans une détresse indescriptible) et la façon éhontée dont il a choyé certains intérêts des entreprises, ont déjà mis un coup d'arrêt à l'économie. En Inde, des gens sont pourchassés et harcelés régulièrement au nom du développement, de la sécurité nationale et de la religion. Les pauvres et les travailleurs du pays se sont littéralement retrouvés en état de siège lorsque le Premier ministre a déclaré le Covid-19 comme « désastre national » à la fin du mois de mars et a imposé au pays un verrouillage//confinement sévère et brutal.

Examinons la situation des forêts et des communautés forestières. Ignorant toutes les objections et les protestations des mouvements sociaux et des militants des droits //humains, le gouvernement indien a poursuivi son programme de marchandisation des forêts indiennes : en 2014, le projet de politique nationale REDD Plus a été annoncé (il a depuis été finalisé), suivi des lignes directrices de 2015 pour transférer des forêts « dégradées » à des acteurs privés avec pour principal objectif de cultiver des plantations (1), de la loi de 2016 sur le Fonds de reboisement compensatoire (Compensatory Afforestation Fund Act, ou CAMPA), du Projet de politique nationale sur la forêt en 2018 (2) et enfin, des [Projets d'amendements à loi forestière indienne du 2019](#), qui n'ont pas encore été retirés. À eux tous, ces textes constituent l'architecture politique destinée à clôturer, monétiser et vendre les communs forestiers encore vastes de l'Inde. La pandémie de Covid-19 et les mesures

connexes prises par le gouvernement représentent une nouvelle menace, qui vient s'ajouter à un scénario globalement sombre. Malheureusement, cette nouvelle menace est apparue à un moment où le problème de la misère omniprésente qui persiste dans les zones tribales n'a pas été réglé : un manque accablant de soins de santé publique qui restreint considérablement les capacités de freiner la propagation du virus, des dizaines de milliers de travailleurs migrants bloqués dans les villes, un manque de mécanismes institutionnels et d'accès pour l'approvisionnement et la distribution des produits forestiers non ligneux (PFNL) (3), une déforestation généralisée au nom de la réaffectation des terres forestières sans le consentement des communautés, des violations et une non-application des législations progressistes comme la Loi sur les droits forestiers (Forest Rights Act - FRA) de 2006 et de la loi sur les Panchayats (Extension des zones répertoriées) de 1996 (PESA).

Au lieu de respecter l'autonomie et la dignité des communautés tribales et des autres communautés forestières d'Inde, les fonds d'aide pour le Covid-19 ont été approuvés dans le cadre de l'ancien programme de reboisement compensatoire (4). Ce programme a été contesté par les militants des droits forestiers et les organisations tribales en Inde et [à l'étranger](#) depuis que la loi controversée sur le Fonds de reboisement compensatoire a été évoquée pour la première fois en 2015. Il a été souligné que le reboisement compensatoire est en grande partie une escroquerie et, au mieux, une tentative de donner une image plus verte à la voie de la déforestation organisée et autorisée en Inde. De plus, la fourniture de sommes illimitées à la bureaucratie forestière coloniale est [susceptible](#) de détruire les moyens de subsistance de millions d'habitants des forêts, causant de grands dommages écologiques et aggravant l'exode et l'exploitation des communautés forestières.

Le Fonds a également été remis en cause par le ministère des Affaires tribales du gouvernement indien. Dans une lettre adressée au ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) écrite en mars 2018, le ministère des Affaires tribales (MoTA) [a fait valoir](#) que le projet de règles sur le Fonds de reboisement compensatoire affaiblissait les dispositions de la Loi sur les droits forestiers.

L'annonce de l'octroi de fonds destinés au reboisement compensatoire aux États pour la « création d'emplois » ne tient pas compte des préoccupations soulevées par les mouvements et les groupes militants concernant les violations constantes des droits forestiers par les plantations CAMPA d'une part et par la déforestation à grande échelle d'autre part. Les mouvements/groupes qui s'opposent à la loi et aux règles du Fonds de reboisement compensatoire s'opposent également à cette mesure. Le reboisement compensatoire permet une déforestation organisée en réaffectant des terres boisées à des fins non forestières sans le consentement des communautés. Ce consentement est censé être juridiquement obligatoire dans le cadre de la loi sur les droits forestiers. Il en résulte une perte générale d'accès aux communs forestiers traditionnellement utilisés et préservés par les habitants des communautés, dont la vie dépend de la nourriture physique et culturelle fournie par les forêts. De plus, les activités de reboisement compensatoire, qui étaient initialement destinées à être pratiquées sur des terres non enregistrées comme forêts, apparaissent régulièrement sur des communs forestiers, des pâturages villageois et des terres communales. Ces dernières englobent des terres appartenant à différents régimes fonciers, tels que les forêts villageoises et les terres communes villageoises (toutes deux généralement appelées *nistar*), les anciennes forêts *zamindari* (forêts appartenant à des propriétaires à l'époque coloniale) et les terres domaniales, qui toutes permettent un large éventail de droits d'accès et d'utilisation, enregistrés ou non enregistrés, légaux ou

coutumiers, pour la collecte de bois de feu, le pâturage des animaux, etc. Dans le cadre de la loi sur les droits forestiers, ces droits étaient censés être dûment enregistrés et des avantages accordés aux habitants des forêts. La mise en place de plantations de reboisement compensatoire sur des communs forestiers et des terres communes ne fait qu'affaiblir la Loi sur les droits forestiers et, en fin de compte, contribuer à perpétuer l'injustice historique que cette loi promet de réparer.

Depuis le dépôt du projet de loi sur le Fonds de reboisement compensatoire en 2015, les mouvements sociaux et les défenseurs des droits ont toujours [demandé](#) le transfert des fonds de reboisement compensatoire aux *Gram Sabhas* (assemblées villageoises) en veillant à ce que les activités ne soient entreprises qu'avec le consentement libre et préalable des *Gram Sabhas*, comme le prévoit la Loi sur les droits forestiers et la législation sur les Panchayats (PESA); Cette exigence a de nouveau été [formulée](#) à la suite de la pandémie de Covid-19, afin que les *Gram Sabhas* puissent utiliser les fonds qui s'élèvent actuellement à l'énorme somme de 550 milliards de roupies (environ 7,3 milliards de dollars US) (5). Cela garantirait que les fonds répondent aux divers besoins géographiques et communautaires spécifiques des communautés forestières du pays.

Néanmoins, fidèle aux expériences passées, l'administration forestière a continué à utiliser les fonds de reboisement compensatoire pour créer des plantations (principalement de monocultures et d'espèces commerciales) sur les terres cultivées par les communautés forestières et également à l'intérieur des forêts communautaires, entraînant ainsi des violations de leur autonomie et de leurs droits. Les monocultures ont également détruit la biodiversité, les produits forestiers non ligneux (PFNL) et les aliments forestiers utilisés par les communautés. Les fonds de reboisement compensatoire sont aussi [utilisés pour expulser illégalement des populations tribales ou d'autres communautés forestières](#) des aires protégées, telles que les réserves de tigres, les parcs nationaux et les sanctuaires de vie sauvage.

Sachant bien que les fonds de reboisement compensatoire entre les mains des autorités forestières ne peuvent qu'aggraver la situation de détresse dans laquelle les communautés forestières sont enlisées, le gouvernement indien fait maintenant de la publicité pour le reboisement compensatoire en tant que mesure d'aide « favorable aux populations tribales ». Non seulement c'est ironique, mais cela dénote chez le gouvernement actuel une méconnaissance totale des réalités et une absence de la décence humaine la plus élémentaire. En outre, l'utilisation des fonds de reboisement compensatoire est juridiquement obligatoire, et l'affectation de l'argent provenant de ce fonds ne peut en aucun cas être traitée dans le cadre d'un ensemble de mesures économiques destinées explicitement à la lutte contre la pandémie de Covid-19.

En plus de tout cela, il a été rapporté que le Département des Forêts procède actuellement à des activités de plantation ainsi qu'à des expulsions de communautés pendant la période de confinement. Parmi les événements signalés à ce jour, on compte notamment des coupes réalisées par des agents forestiers dans des forêts de l'Odisha pour créer des plantations (6), et des avis d'expulsion signifiés à des populations forestières du Sikkim(7). Au Madhya Pradesh (8), dans le Gujarat (9), le Manipur (10) et l'Odisha (11), des communautés ont été expulsées de force, leurs maisons incendiées et démolies pendant le confinement. Avec ce récent déblocage de fonds, les attaques de ce type sont appelées à se multiplier.

Soumitra Ghosh

Forum indien des mouvements forestiers (All India Forum of Forest Movements - AIFFM)

(Cet article est largement basé sur un communiqué de presse publié conjointement par des mouvements sociaux et des militants indiens le 17 mai dernier et un communiqué de presse du Forum indien des mouvements forestiers le 25 mars 2020)

- (1) *Our Forests are not for Sale! Stop Privatizing India's Forests!*, Communiqué de presse publié le Forum indien des mouvements forestiers (AIFFM), 21 septembre 2015, <https://redd-monitor.org/2015/09/24/india-plans-to-hand-over-degraded-forests-to-plantation-companies/>
- (2) Ghosh. S., *Attack on India's Forests and Forest Communities: Draft National Forest Policy 2018*, Ground Xero, avril 2018, <https://www.groundxero.in/2018/04/13/attack-on-indias-forests-and-forest-communities-draft-national-forest-policy-2018/>
- (3) Down to Earth, *Silence grips forest*, mai 2020, <https://www.magzter.com/article/Science/Down-To-Earth/Silence-grips-forest>
- (4) Press Information Bureau India, 14 mai 2020, Rs6000 crore employment push using CAMPA funds, https://twitter.com/PIB_India/status/1260896812639981569?ref_src=twsrc%5Egoogle%7Ctwcamp%5Eserp%7Ctwgr%5Etweet
- (5) Business Standard, *A Rs 56,000-cr afforestation fund threatens India's indigenous communities*, juin 2019, https://www.business-standard.com/article/current-affairs/a-rs-56-000-cr-afforestation-fund-threatens-india-s-indigenous-communities-119062500104_1.html
- (6) Sabrang, *Odisha Forest Department cuts down traditional trees, destroys livelihoods of forest workers*, mai 2020, <https://sabrangindia.in/article/odisha-forest-department-cuts-down-traditional-trees-destroys-livelihood-forest-workers>
- (7) United News of India, *Dzuluk forest dwellers served with eviction notice amid lockdown, seek justice from government*, avril 2020 <http://www.uniindia.com/sikkim-dzuluk-forest-dwellers-served-with-eviction-notice-amid-lockdown-seek-justice-from-govt/east/news/1962757.html>
- (8) The Hindu, *Tribals in M.P.'s Burhanpur say foresters burnt hut*, juin 2020, <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/tribals-in-mps-burhanpur-say-foresters-burnt-hut/article31734977.ece>
- (9) Down to Earth, *Covid-19: Gujarat forest department officials allegedly torched huts, fields*, April 2020, <https://www.downtoearth.org.in/news/environment/covid-19-gujarat-forest-dept-officials-allegedly-torched-huts-fields-70426>
- (10) The People's Chronicle, *Eviction drive turns ugly as cops and locals clash*, avril 2020, <http://www.thepeopleschronicle.in/daily/english/7344>
- (11) GroundXero, *Odisha government's relentless persecution of Adivasis continues even during the Lockdown*, avril 2020, <https://www.groundxero.in/2020/04/25/odisha-governments-relentless-persecution-of-ativasis-continue-even-during-the-lockdown/>

Réflexions du Comité consultatif du WRM au cœur de la pandémie de Covid-19

Les communautés forestières et les familles paysannes du monde entier sont confrontées à des situations tragiques en raison de la pandémie de Covid-19 et des mesures prises par les gouvernements, en particulier les restrictions imposées sur les déplacements. En outre, les réponses gouvernementales à la pandémie de Covid-19 aggravent actuellement les inégalités, les injustices et les destructions qui vont de pair avec le capitalisme.

Nous avons invité les membres du Comité consultatif du WRM à partager de brèves réflexions sur cette situation inédite. Nous les remercions pour leurs contributions.

Quels sont, selon vous, les impacts des régimes autoritaires découlant des mesures mises en œuvre dans le monde?

Shalmali Guttal, Focus on the Global South

Impacts

Les impacts sont complexes et évidents à plusieurs niveaux. À mon avis, il est particulièrement important de comprendre les liens entre les aspects politiques, économiques et sociaux de ces mesures d'urgence au cours de cette période. Le Covid-19 a fourni aux dirigeants politiques de nombreux pays une justification pour adopter des politiques qui favorisent leurs intérêts, sous prétexte de répondre à la pandémie. Ces politiques peuvent s'institutionnaliser : de nombreuses mesures d'urgence qui sont censées protéger les personnes dans des circonstances exceptionnelles peuvent facilement devenir un élément incontournable de notre vie même une fois que les circonstances exceptionnelles sont passées ou sous contrôle. Le Covid-19 offre une très bonne occasion aux régimes fascistes de consolider leur pouvoir.



Manifestations contre la loi antiterroriste aux Philippines.
Ph: Focus on the Global South

Les mesures de confinement total, appliquées strictement dans les pays asiatiques – par exemple en Inde, aux Philippines, en Indonésie – ont eu de graves répercussions sur les moyens de subsistance des peuples forestiers et des communautés forestières, qui dépendent des écosystèmes forestiers pour leur nourriture, leurs plantes médicinales, leurs combustibles, leurs fibres, les matériaux pour construire leurs maisons et leurs besoins quotidiens, etc. Tout aussi importantes, la collecte et la vente de « produits forestiers mineurs » (PMF) ou de produits forestiers non ligneux (PFNL) sont pour eux des sources de revenus essentielles (et souvent les seules).

Les zones forestières sont depuis longtemps des lieux de conflits sur les terres et les ressources naturelles entre les communautés/populations vivant dans et autour de ces

zones d'une part, et le gouvernement, l'armée, la police et les autres forces de sécurité, et les entreprises extérieures d'autre part. Pendant la crise du Covid-19, l'accaparement des terres et des forêts, l'exploitation forestière et les industries extractives, le braconnage et les conversions des terres/territoire au profit de projets d'infrastructure n'ont pas cessé. Au contraire, les autorisations, la planification et l'exploitation des barrages, des mines, des chemins de fer et des autoroutes se poursuivent pendant cette période au Laos, aux Philippines et en Inde.

Le gouvernement du Laos, par exemple, a annoncé un nouveau projet de barrage, alors même que des milliers de familles ruinées par l'effondrement du barrage de Xepian Xenamnoi en 2018 n'ont toujours pas reçu d'indemnités ou d'aide à la réhabilitation. Aux Philippines, les conflits entre les communautés et la mine d'or et de cuivre OceanaGold Philippines ont atteint leur paroxysme début avril, lorsque le gouvernement central a utilisé la « quarantaine communautaire renforcée » (confinement) comme couverture pour envoyer des policiers démanteler les « barricades populaires » qui empêchaient l'entreprise de poursuivre ses activités.

En Inde, le gouvernement a accordé une autorisation virtuelle (en raison du Covid-19) pour la construction d'autoroutes et de chemins de fer nationaux à travers des parcs nationaux et des réserves naturelles, alors même que les communautés forestières se voient refuser leurs droits fonciers légaux dans les forêts. En raison des restrictions de mobilité dues au confinement, aucune évaluation d'impact ni aucune consultation n'a été réalisée avec les populations vivant dans et autour de ces zones. Le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) utilise actuellement la période du Covid-19 pour ouvrir les forêts à l'exploitation minière alors pourtant que de plus en plus de données à travers le monde montrent que la déforestation accroît les risques de propagation de nouveaux agents pathogènes, d'infections et d'épidémies. Le gouvernement fait également pression pour une nouvelle notification d'évaluation d'impact environnemental (EIE) qui vise à assouplir les réglementations environnementales, faciliter les activités des entreprises dans les zones forestières et réduire les possibilités de participation des communautés forestières aux audiences publiques sur des projets qui affectent profondément leur vie et leurs droits.

Les gouvernements de la région prennent le prétexte de la relance et du redémarrage des économies gravement atteintes par la pandémie pour justifier ces mesures. Du fait des restrictions légales imposées à la mobilité et aux rassemblements publics, et d'une suspension générale des libertés civiles et des droits des citoyens, les gens ne peuvent ni sortir pour recueillir des informations et des preuves, ni protester et renforcer la résistance à ces projets. Cependant, très peu de gouvernements ont augmenté le financement de la santé publique, de la protection et de la sécurité sociales, des programmes alimentaires et du soutien aux moyens de subsistance. Les expulsions de populations locales, la destruction de l'environnement, la fragmentation de territoires riches en biodiversité et la destruction d'écosystèmes cruciaux pour l'alimentation et la santé locales, et les arrestations et l'incarcération de ceux qui résistent se poursuivent sans relâche, malgré la pandémie. Les habitants des forêts et les communautés forestières sont particulièrement défavorisés et n'ont pratiquement pas accès aux soins de santé et à un soutien adéquat face aux crises sanitaires et environnementales.

Des stratégies de résistance

Nous devons continuer à nous organiser, à recueillir des preuves et des témoignages des populations locales et à faire entendre leurs voix auprès du reste de la société et du monde, à intensifier l'éducation populaire sur les liens entre les régimes autoritaires, le pouvoir des entreprises et l'aggravation de l'exploitation capitaliste de la nature et des populations.

Nous devons considérablement élargir et renforcer la solidarité fondée sur la justice et la protection des droits : mobiliser des ressources pour un soutien juridique et matériel à tous ceux qui adoptent une position de résistance. Nous sommes engagés dans une lutte contre le fascisme (pouvoirs dictatoriaux d'extrême droite, ultranationalistes qui anéantissent l'opposition par la violence), l'étatisme (lorsque l'État exerce un contrôle centralisé important sur les affaires sociales et économiques) et le corporatisme (contrôle important exercé par des groupes d'entreprises sur la société, l'économie et la politique), et ce ne sont pas des batailles qui peuvent être menées efficacement sans ressources, et si nous sommes fragmentés. Les gouvernements et le capital voient des avantages à fragmenter activement la nature et les sociétés : cela leur permet plus facilement de contrôler, d'extraire de la valeur et de « redéployer » la nature et les personnes en fonction des besoins pratiques du capital – petits parcs nationaux, villes intelligentes, producteurs et travailleurs précaires, consommateurs précaires, etc.

Et il est tout aussi important d'unir nos forces à celles des communautés progressistes pour refonder des sociétés et des économies harmonieuses, démocratiques, égalitaires, diversifiées et respectueuses. De par leur existence et leur vitalité mêmes, ces sociétés et ces économies remettront en question les régimes et systèmes d'exploitation, violents et extractifs, et nous donneront l'espoir et la force de continuer à renforcer la résistance.

Que signifie la multiplication de pandémies (humaines et non humaines) pour le capital dans une perspective historique à plus long terme ?

Larry Lohmann, The Corner House, Royaume-Uni

Covid-19 et la fin du corps ouvrier moderne

Ces dernières années, les mouvements écoféministes en Amérique latine ont exploré en profondeur l'idée de cuerpo-territorio (corps-territoire).

Ils ont réfléchi à la façon dont les sociétés minières « masculinisent » les territoires où elles déversent des déchets, dévalorisant ainsi les multiples façons dont les relations écologiques sont maintenues. Ils ont révélé les liens historiques entre la colonisation des terres et la colonisation des corps féminins. Surtout, ils ont insisté sur le fait que les luttes visant à défendre le territoire devaient aller de pair avec les luttes visant à se réappropriier le



New workers bodies

corps, non seulement les corps des femmes, mais aussi les corps des populations autochtones, des personnes noires et des paysans ainsi que les corps des non-humains, y compris les pierres et les esprits.

Maintenant, alors que la crise du Covid-19 s'étend à travers le monde, il est peut-être temps d'appliquer cette idée plus largement.

Dans un livre récent (1), James C. Scott, le grand universitaire anarchiste, apporte des éclairages utiles, dont la provenance est inattendue.

Examinant l'essor des premiers États du Moyen-Orient il y a entre 8 500 et 3 600 ans, Scott note que l'entretien des hiérarchies politiques de soldats, d'aristocrates, de prêtres, d'artisans et de clercs exigeait la production d'excédents de mil et de céréales.

Comment obtenir ces excédents autrement qu'en concentrant « autant de terres arables et autant de personnes pour les travailler que possible dans le périmètre le plus réduit » (2) à l'intérieur des frontières de l'État ?

Cela a encouragé la croissance de territoires où toute une gamme d'êtres vivants ont été rassemblés et « domestiqués », notamment des plantes vivrières, du bétail, des espèces fourragères et des humains nomades. Le festin biologique offert par de telles concentrations permanentes a amené des intrus à s'inviter, comme l'avoine (une adventice qui est par la suite devenue une culture) et des pique-assiettes comme des rats, des moineaux, des chiens et des porcs, traînés à leur tour par une armée de parasites, parmi lesquels les puces, moustiques, poux, charançons et virus.

Tout était une question de territoire. Pour simplifier un peu, il y avait d'un côté les territoires semi-fermés des constructeurs d'État avec une main-d'œuvre relativement asservie et des sols labourés. De l'autre, les territoires sans frontières des « barbares » qui avaient tendance à préférer une vie indépendante et nomade plus étroitement liée aux rythmes de la migration des animaux et de la maturité des plantes sauvages.

Mais tout était également une question de corps humain. Comme l'écrit Scott, « les femmes dans les villages céréaliers avaient des orteils pliés et des genoux déformés, caractéristiques qui provenaient des longues heures passées à genoux à se balancer d'avant en arrière pour moulinier le grain ». (3)

Vivre dans l'un de ces nouveaux États agraires, conclut Scott, « s'accompagnait de beaucoup plus de besoins pénibles que de chasse et de cueillette et n'était pas du tout bon pour votre santé ». (4) Les céréales ne fournissaient pas les mêmes nutriments que les plantes sauvages. La taille des habitants a diminué. Même leurs animaux sont devenus malades et plus petits.

Pire encore, les microbes ont eu de fabuleuses occasions de se transmettre et de se multiplier parmi les différentes espèces rassemblées sous la domination des nouveaux États. Les humains, les animaux et les cultures ont tous pu être dévastés par des épidémies sans précédent.

Les recherches de Scott nous rappellent que le vaste nouveau « territoire » du capitalisme multinational d'aujourd'hui est également constitué en partie de types de corps humains particuliers.

L'un de ces corps est celui du salarié. Le travailleur qui est censé arriver à l'heure tous les jours. Le travailleur qui ne peut bénéficier que d'un nombre de jours de maladie limité chaque mois. Le travailleur sur qui on peut compter pour venir faire de l'argent pour le patron, année après année.

Les entreprises ont l'habitude de supposer que la santé de ce corps est prévisible. Tout comme elles tiennent pour acquis que le travail régulier et non rémunéré effectué par les « femmes, les colonies et la nature » dans le monde (5) sera toujours là, prêt à être exploité – y compris même le travail non rémunéré des organismes préhistoriques qui ont créé le charbon, le pétrole et gaz.

L'un des messages de la crise du Covid-19 est que cette prévisibilité pourrait être amenée à disparaître.

Tout d'un coup, il s'avère que le corps du travailleur ne se comporte de manière prévisible que lorsqu'il est incorporé dans un type particulier de territoire mondial. Un territoire pas encore dévasté par les monocultures des agro-industries et de vastes parcs d'engraissement d'animaux nourris en usine où apparaissent des pandémies. Un territoire dans lequel de nombreux virus potentiellement dangereux « restent chez eux », pour citer la récente interview d'une chamane indonésienne.

Le problème pour les entreprises est que ce territoire a pratiquement disparu. (6) Les micro-organismes passent d'une espèce à l'autre, d'un continent à l'autre, et mutent rapidement pour perturber de manière aléatoire la vie de toutes sortes de corps nouveaux corps. Le voyage en passager clandestin du capital dans un territoire mondial où les virus « restent chez eux » est presque terminé, tout comme le voyage en passager clandestin dont il a bénéficié grâce aux combustibles fossiles bon marché est presque terminé. (7)

Une sorte de « mémoire » de l'ancien territoire a peut-être subsisté pendant un certain temps à l'intérieur du corps de l'ouvrier, alors que les forêts étaient rasées et que les monocultures se développaient. Mais, comme le Covid-19 l'a brusquement fait apparaître, le corps ouvrier qui a enrichi les entreprises modernes vivait en sursis. Au fur et à mesure que les pandémies continueront d'arriver, les calculs du capital vont être sans cesse bouleversés. Le travail pourrait devenir presque aussi « précaire » pour les capitalistes que pour les travailleurs eux-mêmes.

Dans quelle mesure les capitalistes se préparent-ils à relever ce défi historique ? Dans quelle mesure se préparent-ils au type de bouleversement dans les relations entre les élites et les travailleurs qui a suivi, par exemple, la peste noire du moyen âge ? Dans quelle mesure cherchent-ils un type de corps laborieux nouveau, différent, qui travaillera pour eux ?

Les réponses ne sont pas encore claires.

Bien sûr, le premier réflexe de certains capitalistes a été de nier simplement le fait que des changements fondamentaux se produisaient. Donald Trump conseille aux travailleurs de

boire de l'eau de Javel dans l'espoir que ce sera suffisant pour les remettre au travail. Le magnat de la voiture électrique, Elon Musk, exige que l'État mette immédiatement fin au confinement afin que les travailleurs puissent retourner pointer dans son usine comme au bon vieux temps. Les plantations et les sociétés minières obligent leurs « travailleurs essentiels » à rester en poste malgré les risques pour la santé. Pendant ce temps, Wall Street « voit toujours le monde à travers les verres teintés de l'avant-pandémie » (8) et part du principe que la Réserve fédérale américaine peut résoudre toutes les futures crises de type cuerpo-territorio simplement en imprimant plus d'argent à distribuer aux grandes entreprises. Mais dans les coulisses, des capitalistes plus prévoyants réfléchissent sûrement à d'autres façons de gérer la crise du corps ouvrier moderne.

Et qu'en est-il des mouvements populaires ? Comment se préparent-ils eux-mêmes aux changements à venir ?

Pour des réseaux comme le WRM, c'est peut-être la question du moment. (9)

(1) James C. Scott, *Against the Grain: A Deep History of the Earliest States*, New Haven et Londres : Yale University Press, 2017, <https://book4you.org/book/3401043/600996>

(2) Ibid., p. 124.

(3) Ibid., p. 83.

(4) Ibid., p. 18.

(5) Maria Mies, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women in the International Division of Labour*, London et New York : Zed Books 2014, <https://book4you.org/book/2711883/1c4255>

(6) John Bellamy Foster et Intan Suwandi, « COVID-19 and Catastrophe Capitalism: Commodity Chains and Ecological-Epidemiological-Economic Crises », *Monthly Review*, 1er juin 2020, <https://monthlyreview.org/2020/06/01/covid-19-and-catastrophe-capitalism/>

(7) Raj Patel et Jason W. Moore, *A History of the World in Seven Cheap Things: A Guide to Capitalism, Nature, and the Future of the Planet*, Berkeley : University of California Press, 2017, <https://book4you.org/book/3502583/b22c20>

(8) Foreign Policy, Why are stocks soaring in the middle of a pandemic?, mai 2020,

<https://foreignpolicy.com/2020/05/29/stock-market-rally-coronavirus-pandemic/> B 250 - AC compilation_FR.doc

(9) Merci à Ivonne Yanez, Soumitra Ghosh, Nick Hildyard et Hendro Sangkoyo pour leurs utiles suggestions.

Que montre la mise en parallèle de la crise de la Covid-19 et de celle des changements climatiques ?

Ivonne Yáñez, Acción Ecológica, Équateur

On peut trouver plusieurs similitudes entre la Covid-19 et les changements climatiques. Pour commencer, il y a la tendance **négaționiste** à minimiser la **gravité** des deux problèmes. Par exemple, Donald Trump aux États-Unis que Jair Bolsonaro au Brésil ont affirmé que le virus disparaîtrait avec la chaleur du printemps et qu'il s'agissait tout au plus une mauvaise grippe sans importance. On a aussi allégué que des théories **conspirationnistes** étaient à l'origine des



Ph: ICCCAD

deux problématiques. Trump a déclaré que les Chinois et les écologistes communistes ont inventé les changements climatiques. De plus, il a soutenu qu'un laboratoire de Wuhan a

créé le coronavirus. Dans les deux cas, c'est plus facile de nier l'existence de la crise que de reconnaître c'est le mode de vie extractiviste et mégaindustriel qui l'a causée.

La **xénophobie** et le **racisme** constituent d'autres similitudes. Dans le cas des changements climatiques, beaucoup pointent du doigt la responsabilité des pauvres parce qu'ils polluent, des autochtones parce qu'ils déboisent. D'autres encore affirment que la surpopulation est à l'origine de la crise climatique. Pour ce qui est du coronavirus, on nous a saturés d'images de marchés apparemment peu hygiéniques et Trump a même baptisé le nouveau coronavirus, le « virus chinois, » pour nous détourner des véritables causes de la pandémie : la pression sur les forêts et les méga fermes industrielles d'élevage. Dans les deux cas, c'est toujours le fétiche de *l'autre*, de *l'étranger* qui est responsable de tous les maux.

Un autre exemple qui nous permet de comparer les deux situations concerne la gestion de **l'information et de la contre-information**. Dans les deux cas, il existe une stratégie concertée pour **cacher l'information, mal informer ou désinformer**.

Il y a plus de 50 ans, on savait déjà scientifiquement que les combustibles fossiles causaient le réchauffement mondial, mais l'industrie des combustibles fossiles a battu en brèche cette information avec sa fausse lecture de la réalité. Rien n'a été fait même si l'on connaissait les causes des changements climatiques. Pire encore, on a intentionnellement avancé dans le sens contraire. Malgré l'adoption du protocole de Kyoto et l'Accord de Paris, on a empiré la situation. C'est la même chose avec la pandémie de la Covid-19. Une partie de la communauté scientifique et le département de la sécurité intérieure des États-Unis savaient déjà que de nouvelles souches de coronavirus arriveraient avec une force brutale. Mais on a refusé d'agir.

Face aux changements climatiques, les États et les grandes sociétés privées et financières centrent leurs réponses sur les quantités d'émissions de CO₂, en les découplant de la réalité. Ainsi, ils ont évité de prendre des mesures radicales de réduction de l'extraction et de la consommation de combustibles fossiles. D'une manière semblable, on attribue la cause de la Covid-19 à une chauve-souris, à un pangolin et au virus lui-même, comme si l'existence du virus représentait LE problème qu'il faut résoudre au lieu de s'attaquer aux causes de sa virulence. Dans le cas de la Covid-19, on offre des informations désordonnées et chaotiques pour maintenir la tranquillité des investisseurs et de la population sujette à l'angoisse et à l'incertitude. Avec les changements climatiques, on nous dit que nous allons toutes et tous mourir demain, afin de pouvoir appliquer la stratégie du choc.

Une autre similitude concerne les **effets différenciés**. Les changements climatiques frappent plus durement les populations autochtones, les paysans, les femmes et les secteurs pauvres des villes. Avec la Covid-19, le taux de mortalité de la population noire, latine ou pauvre dépasse de beaucoup celui de la population blanche ou des riches. Il en va de même pour les effets sociaux et économiques : les classes populaires et travailleuses subissent tout particulièrement la crise sanitaire et les changements climatiques.

Nous pouvons prévoir qu'après la pandémie, il y aura des **mesures économiques drastiques**. Par exemple, comme on affirme maintenant que les terres agricoles et l'approvisionnement en denrées sont plus importants que jamais, on assistera à une accélération des accaparements de terres et des privatisations de l'eau. En termes

macroéconomiques, l'extractivisme s'intensifiera prétendument pour pallier la crise. La financiarisation de la nature s'étendra probablement.

On s'attend que cette crise frappe fortement le capitalisme et que, comme cela se produit cycliquement, le système financier s'écroulera également. Jusqu'à maintenant, celui-ci a pu se maintenir à flot, non seulement avec le soutien des fonds publics, de la classe travailleuse et des femmes et aux dépens de la nature, mais aussi grâce à l'invention de produits financiers risqués, lesquels ont entraîné des crises internes comme les bulles hypothécaires. Les crédits de carbone représentent également une financiarisation du climat. Il ne faut pas se surprendre si des produits financiers liés à la santé et au risque d'expansion du virus sont lancés bientôt. Ce serait la marchandisation et la financiarisation de futures pandémies, comme ce qui s'est clairement produit avec les désastres climatiques.

Il ne faudrait pas se surprendre que des propositions d'institutions internationales sur la Covid-19 réunissent la « réduction » de la pauvreté, la « conservation » de forêts vidées de leurs habitants et la « décarbonisation » de l'économie, en laissant le marché, les banques, la production effrénée de données et les nouvelles technologies numériques « tracer » la voie.

Finalement, il y a les **mesures de commandement et de contrôle**, comme celles que l'on utilise déjà pour surveiller les régions soumises au marché du carbone et des services environnementaux. Maintenant, pour contrôler la Covid-19, des mécanismes de contrôle social sont instaurés à l'aide de systèmes de surveillance numérique et de lois draconiennes.

Pour les gouvernements, les intellectuels et les universitaires dominants, la Covid-19 constitue une crise séparée et, par conséquent, il faut la résoudre séparément de la crise climatique, de la crise de la chute des prix du pétrole, etc. C'est pourquoi leurs prétendues solutions ont toujours approfondi la crise ou en ont créé de nouvelles. Mais les organisations et les peuples en marche se rendent maintenant compte que les crises climatique et de la Covid-19 représentent des expressions d'une même crise historique.

Aujourd'hui, nous observons que les lieux les plus vulnérables aux désastres climatiques subissent les attaques les plus fortes de la Covid-19, des projets extractifs, de l'agrobusiness ou des industries polluantes. Pour contrer la résistance, les territoires sont militarisés et les dirigeants communautaires criminalisés. Les populations pauvres et marginalisées sont exposées à de multiples problèmes. Face à cela, diverses organisations de base proposent des solutions : la souveraineté alimentaire et énergétique, le travail collectif (en *minga*), la solidarité et l'organisation communautaire. Il s'agit de retrouver les territoires et de territorialiser les luttes.

Les propositions du peuple viennent de la base et sont participatives. Elles visent à défendre les territoires contre l'extractivisme et les changements climatiques et en même temps à protéger la population contre la pandémie. De nombreuses initiatives diverses surgissent qui s'opposent à celles des États centralisateurs. Et elles sont probablement plus efficaces que celles de n'importe quel gouvernement de gauche ou de droite, progressiste ou néolibéral.

Acción Ecológica Opina. ECOFASCISMO. Avril 2020.
<https://www.facebook.com/AccionEcologicaEc/posts/2864906820268611>

Les noirs ont quatre fois plus de chances de mourir de la Covid-19, conclut l'ONS. The Guardian. 07/05/2020. <https://www.theguardian.com/world/2020/may/07/black-people-four-times-more-likely-to-die-from-covid-19-ons-finds>

CLIMATE CHANGE SERVICE. <https://climate.copernicus.eu/>

Des décennies de déni de la science sur les changements climatiques ont mené au déni de la pandémie du coronavirus. INSIDE CLIMATE NEWS. <https://insideclimatenews.org/news/08042020/science-denial-coronavirus-covid-climate-change>

Première personne : La COVID-19 ne constitue pas un avantage pour le climat, déclare le responsable de l'environnement aux Nations Unies <https://news.un.org/en/story/2020/04/1061082>

Comment l'industrie pétrolière a dépensé des milliards pour contrôler le débat sur les changements climatiques. The Guardian. 08/01/2020. <https://www.theguardian.com/business/2020/jan/08/oil-companies-climate-crisis-pr-spending>

La financiarisation de la crise de la COVID19. Armando Negrete. ALAI. 30/04/2020 <https://www.alainet.org/es/articulo/206260>

Stockholm Environment Institute. SEI. <https://www.sei.org/events/webinar-the-geopolitics-of-covid-19-and-climate-change/>

L'alliance contre nature de la COVID-19, du nationalisme et des changements climatiques. MIT Technology Review. <https://www.technologyreview.com/2020/04/10/998969/the-unholy-alliance-of-covid-19-nationalism-and-climate-change/>

Comment la pandémie de Covid-19 renforce-t-elle la campagne en faveur de ce que le courant dominant appelle une « transition énergétique » ?

Hendro Sangkoyo - School of Democratic Economics, Indonésie

Toute tentative visant à répondre à cette question devrait partir d'une position critique sur un ensemble d'hypothèses portant sur la possibilité pour le capitalisme, en tant que protocole politico-économique mondial d'accumulation et de redistribution des richesses, d'accepter la dégradation de la biosphère, la catastrophe qu'il a aidé à créer. En écartant les interconnexions croissantes entre les mouvements de résistance des populations aux investissements prédateurs de vie à travers le monde, la dégradation de l'environnement



Nickel Mining in South Sulawesi, Indonesia. Ph: Shutterstock

– qui amène également Ebola, SARS-CoV, MERS-CoV, la grippe A et la progression du SARS-CoV-2, en plus du chaos climatique – représente une menace sans précédent pour les institutions qui animent le marché mondial. Les deux derniers trimestres de 2020 ont témoigné de ce à quoi l'avenir du marché mondial pourrait ressembler – une turbulence déterminée par le chaos, qui n'a pas grand-chose à voir avec les cycles économiques. Les réponses habituellement apportées à la crise par les infrastructures de la chaîne de valeur du système (parmi lesquelles figurent le cabinet de conseil McKinsey et les meilleurs conseillers de Wall Street, les think tanks de l'ensemble des blocs commerciaux, les BRICS et l'ONU-la Banque mondiale, les milliers de sociétés intégrées au Pacte mondial des Nations Unies et ses prolongements tentaculaires dans les différents pays, les capitaines d'industrie et les requins de la finance dans les nouveaux marchés émergents – échouent presque invariablement dans leurs tentatives visant à gérer la perte de « l'ordre » temporel que le Covid-19 a déclenchée. Malgré la mobilisation précipitée pour redémarrer la production, dont l'industrie automobile japonaise et les fournisseurs d'ordinateurs Apple en Chine, qui ont commencé à préparer un tel redémarrage fin janvier, donnent peut-être le

meilleur exemple, la connotation de temps et d'espace du mot « futur » se réduit sensiblement à une zone temporelle non spécifiée, c'est-à-dire « *après la disparition de la menace liée au coronavirus* ».

Au milieu de la foi ébranlée dans les capacités des mécanismes du marché et des gouvernements, l'utilisation opportuniste de l'interruption actuelle du marché pour annoncer une transition énergétique vers une économie bas-carbone semble aussi pâle que pathétique.

Examinons de plus près chaque mot de l'expression transition énergétique. Le domaine technique de la « transition énergétique », une variante plus douce de sa cousine, la « révolution énergétique », est techniquement limité à une modification au fil du temps de la composition des sources d'énergie en tant qu'ingrédient clé sur la même voie de croissance économique. En ignorant la misère, l'exploitation et la prédation de la vie associées à cette croissance.

Sur le papier et dans la pratique, un changement progressif ou une « révolution » dans l'offre du secteur énergétique n'a rien à avoir avec l'urbanisation industrielle pandémique, la véritable source de demande du secteur énergétique. Il n'est fait aucune mention explicite d'une profonde transition vers l'abandon du pilier fondamental de l'extractivisme, ni d'intégration sérieuse de la justice dans la redéfinition de la façon dont le terme énergie est compris.

Sans exception, tout progrès technique ou reconfiguration dans la conversion/génération d'énergie – agrocarburants, éoliennes ou hydroliennes, géothermie, cellules photovoltaïques ou batteries pour véhicules électriques et stockage d'énergie – doit admettre sa dépendance par rapport à un extractivisme qui se renforce en termes d'intensité, d'extension géographique et d'écotoxicologie. Pour citer un exemple, un dossier de Greenpeace de 2011 sur la révolution énergétique pour l'Asie indique que « compte tenu de ses besoins actuels d'électrification, de sa situation géographique et de la dispersion de ses communautés, la Papouasie est le modèle parfait pour les réseaux décentralisés d'énergie renouvelable qui sont prêts à être exploités aujourd'hui pour fournir l'énergie du futur ». Reléguer la particularité et les valeurs de la condition humaine et de sa survie à un ensemble d'objectifs techniques externes proposés est au mieux problématique. En fait, pour les deux côtés de l'île de Papouasie et les innombrables petites îles qui bordent la grande île, l'énergie telle que définie par ses composantes techniques de production, de transport et de distribution doit d'abord être redéfinie et comprise comme un problème socio-écologique. Cet aspect est d'autant plus important que le secteur de l'énergie est en train de se livrer à une chasse brutale aux matières premières dans la région.

Comme le montre clairement l'extraction minière artisanale du cobalt en République démocratique du Congo, les déserts de métaux rares en Chine, le couloir Sulawesi-Molles-Papouasie du nickel-cobalt en Indonésie, ou le triangle du lithium des *salars* du Chili, de la Bolivie et de l'Argentine, une économie bas-carbone en gestation entraîne une déprédation socio-écologique plus élevée. Dans le cadre de la nouvelle géographie de la production de matières premières, l'industrie de l'énergie doit également poursuivre sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, notamment le charbon, le gaz et les combustibles de soute, au-delà de l'accaparement et de la pollution des terres et de l'eau qui sont associés à ses activités.

Les contraintes socio-écologiques de cette transition/révolution entretiennent également la demande d'un impérialisme extractif : les pays possédant d'importants gisements de ces nouveaux produits précieux, tels que les minéraux destinés aux batteries (cobalt, lithium, nickel, graphite et manganèse), sont retenus en otage par les exigences des technologies de l'énergie verte. En réalité, les qualificatifs « propre » et « sale », ou émissions de carbone « élevées » ou « faibles » ne servent qu'à désigner des classes d'actifs industriels ou financiers ; en réalité, chacun peut agir en toute impunité. L'Indonésie en est un exemple clair. Le pays détient le plus grand potentiel d'énergie géothermique au monde *ainsi que* les risques de catastrophe les plus importants en termes de sismicité due à l'activité volcanique, sismique et géothermique. Dans ce contexte, la finance mondiale et le capital industriel à l'origine de cette offensive en faveur de la géothermie travaillent main dans la main non seulement avec les titulaires des charges publiques, mais aussi avec les lobbies industriels du charbon et les organisations écologistes politiquement influentes. Cette coopération s'accompagne de la privatisation du processus législatif du pays et de la création de structures ad hoc pour l'investissement. De même, l'expression détournée de « restauration des écosystèmes » renvoie en grande partie à un type de propriété ou de concession d'entreprise pour des plantations destinées à la production d'agrocarburants ou de pâte à papier qui n'a rien à voir avec la bonne santé des forêts. Dans cette optique, la transition/révolution énergétique, dans l'acception courante de ce terme, marque le début d'un épisode plus sombre du colonialisme : l'intérêt pour la transition/révolution énergétique vient principalement des pays les plus industrialisés, tandis que les exigences liées à sa réalisation pèsent sur les pays – théoriquement indépendants – riches en minéraux et en terres fertiles.

La « transition » devient un mot de code vidé de critères convenablement spécifiés pour son processus et ses résultats socio-écologiques. Comme pour la médicalisation du fléau du Covid-19 ou la financiarisation de l'atténuation du changement climatique, toute variante politique de la campagne centrée sur l'État et les entreprises du New Deal vert ne constitue pas une réponse à l'accélération de la dégradation socio-écologique. Dans la mesure où la transition renvoie à une durabilité unilatéralement décidée de l'industrialisme d'entreprise, « l'énergie », l'autre moitié de cette expression à la mode, continue d'exprimer le concept qu'il dissimule, c'est-à-dire une énergie particulièrement sauvage au service d'une accumulation de richesses qui se fait au prix de destruction des êtres vivants de la planète. L'arrêt de cette mécanique reste la priorité du programme d'apprentissage social.

Quel rôle joue l'industrie agroalimentaire et quels joueurs se cachent derrière cette gigantesque chaîne de production ?

Silvia Ribeiro, ETC Group

Les fermes d'élevage industriel des animaux en confinement (volailles, porcs et bovins) constituent de véritables usines d'épidémies animales et humaines. On trouve sur ces fermes surpeuplées d'énormes concentrations d'animaux, génétiquement uniformes, avec des systèmes immunologiques affaiblis à qui l'on administre sans répit des antibiotiques. C'est pourquoi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère qu'elles représentent la principale cause du développement de la résistance aux antibiotiques dans le monde. Elles sont des bouillons de culture parfaits pour produire les virus les plus létaux et les bactéries multirésistantes aux antibiotiques lesquels, en suivant les routes ouvertes par les traités de libre-échange, se propagent partout sur la planète.



Rob Wallace, le biologiste étasunien auteur de l'ouvrage *Big Farms Make Big Flu* (Les fermes géantes produisent les grandes gripes), a documenté en détail ce processus en analysant les éclosions de nouveaux virus d'origine animale, les gripes aviaires et porcines, l'Ebola, le Zika, le VIH et d'autres. Une grande partie de ces virus proviennent de fermes industrielles ou d'animaux sauvages, comme c'est le cas pour le coronavirus Covid-19, par exemple, qui viendrait de chauves-souris. Cependant, à ce jour, les études indiquent que le Covid-19 n'aurait pas atteint les êtres humains directement, mais plutôt en passant par des intermédiaires. L'étude de la composition génétique de ce virus a montré que le pangolin, un petit mammifère de l'Asie, pourrait en être la source. Mais cette même étude a indiqué qu'il pourrait provenir d'autres animaux, comme le porc par exemple. L'organisation GRAIN signale (1) l'existence de mégafermes d'élevage de porc dans la province de Hubei, dont Wuhan est la capitale.

Alors même que la pandémie du Covid-19 fait rage, un autre virus décime les grandes fermes porcines de la Chine. Il touche et tue des millions de porcs : la peste porcine africaine (2). Heureusement, ce virus n'a pas (encore) mué en une forme infectieuse pour les humains, mais il se propage en Chine et en Europe.

Ce n'est pas seulement l'élevage industriel qui est lié aux épidémies et aux pandémies, mais aussi l'ensemble du système agricole industriel. Les virus provenant d'animaux sauvages se propagent dans les fermes et les zones rurales et urbaines à cause de la destruction des habitats biodiversifiés agissant comme des zones tampons qui endiguent l'expansion des virus des populations d'animaux sauvages.

L'ensemble du système alimentaire agro-industriel (monocultures, élevages, contamination des sols et des sources d'eau), l'étalement urbain incontrôlé et le développement de

mégaprojets comme les mines, les barrages hydroélectriques, les routes et les corridors commerciaux constituent les principales causes de cette destruction des écosystèmes.

De plus, dans ce contexte, le système alimentaire agro-industriel joue un rôle fondamental dans la dévastation de la biodiversité : l'expansion de la frontière de l'agriculture industrielle constitue la principale cause de la déforestation dans le monde. Selon les données de la FAO, elle cause en moyenne 70 pour cent de la déforestation en Amérique latine et jusqu'à 80 pour cent au Brésil.

Par ailleurs, le secteur de l'élevage (pâturages et fourrages) exploite plus de 70 pour cent de toutes les terres agricoles de la planète pour alimenter les animaux confinés, principalement dans les fermes industrielles. (3). [Pire encore, les mesures](#) gouvernementales de certains pays prétendent pour contrôler la pandémie du Covid-19 accélèrent dans les faits l'accaparement des terres forestières. [Les multinationales de l'agro-industrie](#), y compris les géants comme Bayer-Monsanto, se trouvent parmi les industries qui ont tiré profit de la pandémie et affichent d'énormes bénéfices malgré la crise sanitaire.

Ainsi, il est absurde d'attribuer le problème de la pandémie à la consommation de viande de brousse. Cette accusation sert plutôt à détourner l'attention pour que nous ne voyions pas le rôle néfaste du système alimentaire agro-industriel qui génère déjà d'autres pandémies en ce moment même puisque rien n'a encore été changé. Pire encore, les usines de transformation de la viande sont devenues des foyers de contagion du Covid-19 aux États-Unis et en Europe.

Au contraire, l'élevage traditionnel, paysan et pastoral, décentralisé et à petite échelle, d'animaux domestiques et la consommation traditionnelle de viande de brousse font partie de la survie des communautés autochtones et paysannes qui maintiennent et augmentent même la diversité et préviennent les pandémies. De plus, les réseaux paysans (y compris ceux de pêcheurs, d'éleveurs et de potagers urbains) procurent l'équivalent de 70 pour cent des aliments que consomme l'humanité, avec moins de 25 pour cent de la terre, de l'eau et des ressources de l'ensemble du secteur agricole. (4)

(1) GRAIN, De nouvelles recherches suggèrent que l'élevage industriel, et non les marchés de produits frais, pourrait être à l'origine du Covid-19, mars 2020, <https://www.grain.org/fr/article/6441-de-nouvelles-recherches-suggerent-que-l-elevage-industriel-et-non-les-marches-de-produits-frais-pourrait-etre-a-l-origine-du-covid-19>

(2) GRAIN, l'élevage industriel sous l'emprise des pandémies en série, mars 2020, <https://grain.org/fr/article/6428-l-elevage-industriel-sous-l-emprise-des-pandemies-en-serie>

(3) Groupe ETC, Qui nous nourrira ? Le réseau alimentaire paysan et la chaîne alimentaire industrielle, 2017, https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/whowillfeedus-french_v2019_web_.pdf

(4) Groupe ETC ; Qui nous nourrira ?, 2017. <https://www.etcgroup.org/fr/content/avec-le-chaos-climatique-qui-nous-nourrira>

(4) Grupo ETC; ¿quién nos alimentará?, 2017, https://www.etcgroup.org/es/quien_alimentara

Quel est l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le processus de nettoyage du pétrole dans l'Ogoniland ?

**Godwin Uyi Ojo, Environmental Rights Action (ERA)/
Amis de la Terre Nigeria**

Alors que le nettoyage et l'assainissement de l'Ogoniland ont été suspendus en raison de la pandémie, le forage et l'exploitation du pétrole et du gaz se poursuivent sans problème.



Ph: Amnesty International

Malgré la pandémie de Covid-19, de nombreuses sociétés, en particulier dans l'industrie pétrolière et gazière ainsi que dans le secteur des plantations de palmiers à huile, ont poursuivi leurs activités en tant que « services essentiels », tandis que le reste de la société au Nigeria reste soumis au confinement. Pendant le confinement, les sociétés pétrolières internationales (COI) n'ont, dans certains cas, pas respecté les protocoles simples mis en place pour empêcher la propagation de Covid-19, notamment en ne garantissant pas la transparence dans la divulgation du statut de leur personnel et en n'assurant pas la distanciation sociale, ce qui a amené le gouvernement de l'État de Rivers à s'opposer au gouvernement fédéral.

Cela fait plus de vingt ans que neuf dirigeants Ogoni ont été exécutés pour s'être opposés aux activités de Shell dans leurs communautés. Bien que la production de pétrole ait cessé, les oléoducs exploités par Shell traversent toujours les terres et les voies navigables de l'Ogoniland, ce qui signifie que la zone est toujours ravagée par des déversements d'hydrocarbures. En 2011, un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a révélé une importante pollution par les hydrocarbures et de graves risques pour la santé dans l'Ogoniland, notamment une pollution de l'eau potable. Le rapport recommandait que Shell nettoie chaque déversement dont l'entreprise est responsable dans le delta du Niger.

Une récente visite de contrôle sur le terrain menée par ERA/Amis de la Terre Nigeria sur les sites pollués d'Ogoniland en avril 2020 a montré que la mise en œuvre des recommandations du PNUE a été réduite à néant de plusieurs manières. Alors que les Ogonis continuent de subir l'impact d'un environnement ruiné//saccagé//dévasté par la pollution due aux hydrocarbures ainsi que par la destruction des forêts tropicales et des mangroves, l'espoir d'un nettoyage et d'un assainissement a été repoussé en utilisant la pandémie de Covid-19 comme un leurre pour justifier le retrait des entreprises du site. Toutefois, alors que le nettoyage a été suspendu sur de nombreux sites, le forage et l'exploitation du pétrole et du gaz se poursuivent sans problème.

La pression exercée sur le gouvernement et les sociétés pétrolières pour verser chaque année les 200 millions de dollars US prévus au Fonds statutaire de nettoyage et de réhabilitation a diminué et a subi un revers majeur, les fonds pour 2020 n'ayant pas encore été débloqués. En outre, le coût élevé de la lutte contre la pandémie de Covid-19 et la

dépendance au pétrole et au gaz en cas de chute des prix à l'exportation ont aggravé la situation, laissant le gouvernement impuissant. La pression a également été réduite sur le Projet pour la restauration des sites pollués par les hydrocarbures, l'organisme gouvernemental responsable du nettoyage, car la société civile, de manière générale, n'a pas été en mesure de mener régulièrement son travail de plaidoyer et de campagne sur le terrain. Une proposition de visite d'inspection de la **commission de l'Assemblée nationale du Nigeria sur l'écologie et le changement climatique** sur les sites pollués a également été reportée en attendant la levée du confinement et des restrictions de déplacement entre États. Le report de ces visites d'inspection pourrait avoir un effet négatif supplémentaire sur la qualité du nettoyage.

Dans l'Ogoniland, on observe des fuites d'hydrocarbures jusqu'à une profondeur de 5 mètres. Cela a contaminé le sol et les points d'eau, et cette pollution se poursuit malgré l'arrêt de la production de pétrole résultant des conflits entre les communautés et Shell, une multinationale pétrolière qui opère depuis des décennies dans la région. Les rivières et les ruisseaux restent pollués et même les mesures d'urgence et d'aide n'ont pas été correctement fournies aux populations. Les rendements agricoles et les prises de poisson s'amenuisent, laissant les communautés payer le prix de cette destruction. Le problème posé par ces dégradations environnementales cumulées reste entier et la situation pour les Ogonis est bien pire encore.

Les mesures mises en place pour faire face à la pandémie de Covid-19 ont aidé les mouvements sociaux et les acteurs à recentrer l'attention sur la nature du développement, les modes de production et de consommation ainsi qu'à analyser les relations entre les pays du Nord et du Sud. La situation a fait ressortir une difficulté majeure dans la crise de la surexploitation des ressources naturelles des pays du Sud par les pays du Nord, qui conduit à la dégradation de l'environnement, au changement climatique et à la déforestation ainsi qu'à des conflits violents sur les sites d'extraction et de production ; sans oublier les conflits à proximité des raffineries et des usines utilisant ces combustibles fossiles.

Le monde, et en particulier les pays du Nord, doit s'attaquer au système injuste en place qui est basé sur une exploitation et une accumulation qui ne profitent qu'à quelques-uns et qui alimentent de plus en plus la surconsommation, principalement dans les pays du Nord, tout en exacerbant les disparités et les inégalités sociales.

De nouvelles visions du ou des développements sont nécessaires pour favoriser un changement de système permettant de stopper la surproduction et la surconsommation, tout en s'appuyant sur des transitions innovantes et justes depuis les combustibles fossiles vers les sources d'énergie renouvelables, un processus que l'ERA défend actuellement au Nigeria. Cela signifie que le monde doit passer à une économie basée sur l'idée de « laisser le pétrole dans le sol » et permettant de protéger à la fois l'environnement et les moyens de subsistance ruraux. Il est nécessaire de mettre fin à la privatisation continue de nos terres, de nos aliments, de notre eau et de nos sources d'énergie dont dépendent les communautés locales.

Au Nigeria, des individus et des communautés ont déjà lancé des alternatives qui garantissent un accès juste et localisé aux sources d'énergie en produisant et en fournissant de l'énergie solaire hors réseau et en créant des mini-réseaux autonomes qui leur permettent de contrôler leurs propres sources d'énergie. Grâce à des mobilisations sociales

du niveau local jusqu'au niveau mondial, à un travail de sensibilisation et à la recherche d'un consensus, ces visions alternatives continuent de progresser.

RECOMMANDATIONS

Papouasie : violences contre les peuples autochtones et les défenseurs des forêts

Le documentaire « Selling out West Papua » (« La Papouasie occidentale à vendre »), diffusé sur Al Jazeera, avec des reportages associés des portails d'information Gecko et Mongabay, révèle comment deux sociétés coréennes, Posco et Korindo, concluent actuellement des accords frauduleux en achetant de vastes surfaces forestières pour mettre en place plantations de palmiers à huile en Papouasie occidentale. Les impacts sur les communautés sont dévastateurs. Voir la vidéo en anglais et avec les sous-titres en bahasa ici (<https://www.youtube.com/watch?v=cBbVu1ZOpyY>) et lire plus loin ici (<https://thegeckoproject.org/the-consultant-why-did-a-palm-oil-conglomerate-pay-22m-to-an-unnamed-expert-in-papua-edb486651342>).

Les communautés et les militants pourraient être menacés de nouvelles violences et de représailles de la part des sociétés de plantations et des services de sécurité. Soutenez la lettre visant à attirer l'attention au niveau national et international sur la situation en Papouasie. **Il est possible de consulter la lettre ici**

(https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSd5yRDwsisHMSMjLYiFAH4tkvoW9ZxhM8trHs_TBkY3_bvrpA/viewform)

En outre, les actes de violence, les arrestations, la destruction de biens, les déplacements de population, les intimidations et de menaces de mort à l'encontre des peuples autochtones et des défenseurs de l'environnement et des droits humains ont augmenté de manière alarmante entre avril et juin 2020. Parmi ceux qui sont ciblés figurent notamment : les populations autochtones de Moskona dans la régence de Teluk Bintuni (avril 2020), les populations autochtones d'Aifat dans la régence de Maybrat (avril-mai 2020), les défenseurs des droits humains de l'environnement à Kampung Ikana, Kais Darat, dans la régence de Sorong Sud (juin 2020), et à Kali Kao, district de Jair, régence de Boven Digoel (juin 2020), province de Papouasie. Certains incidents s'accompagnent de violences récurrentes contre les défenseurs des droits humains de l'environnement. Voir le communiqué de presse de la Fondation Pusaka Bentala Rakyat ici. <https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2020/07/PR-PUSAKA-Urging-the-State-and-Corporations-to-Protect-and-Respect.pdf>

Inde : L'impact du Covid-19 et des mesures de confinement sur les communautés adivasi (autochtones) et forestières

Dans une série d'articles, les communautés forestières s'expriment sur les violations de leurs droits forestiers qui ont été commises suite à la validation par le gouvernement de la destruction de forêts dans le cadre de projets hydroélectriques et houillers qui ont été adoptés ou accélérés pendant la pandémie. Pendant le confinement, le ministère de l'Environnement et des Forêts a approuvé des projets de construction industriels, miniers, hydroélectriques, routiers et autoroutiers de grande ampleur sans réaliser les audits préalables requis et au mépris des lois environnementales et de la Loi sur les droits forestiers (Forest Rights Act - FRA). On pourra lire le bulletin publié par le réseau CFR-LA (Community Forest Rights-Learning and Advocacy) en Inde, en anglais ici et en hindi ici.

EN : http://www.cfria.org.in/uploads_acrvr/QMGVJCovidAndForestRightsBulletin-June16-30.pdf

HN: http://www.cfria.org.in/uploads_acrvr/W0515VanAdhikarAurCoVID19Bulletin-June16-30.pdf

« Vaincre la pandémie de Covid-19 : les leçons du dulet »

« Dulet » : Une maladie extrêmement transmissible apportée par le meginalew (bon esprit) pour punir les méfaits de l'humanité.

Alim « Kim » Bandara, membre de la structure politique autochtone des peuples autochtones Teduray et Lambangian dans le Centre-Sud de Mindanao, aux Philippines, explique comment le Covid-19 et le dulet sont similaires à bien des égards. Dans cet article, Bandara explique comment les peuples Teduray et Lambangian ont affronté des situations similaires auparavant et quelles leçons on peut tirer de ces expériences. Lire la publication en anglais ici : https://focusweb.org/wp-content/uploads/2020/07/08_Lessons-from-dulet-on-Covid-19-pandemic.pdf

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 250 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « COVID-19 : un alibi pour accroître l'oppression, la mainmise des grandes entreprises et la destruction des forêts »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

Inscrivez-vous au Bulletin du WRM: <https://is.gd/AaOXeV>

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé

« Les aires protégées alimentent les profits des entreprises et les destructions »

Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien.

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>